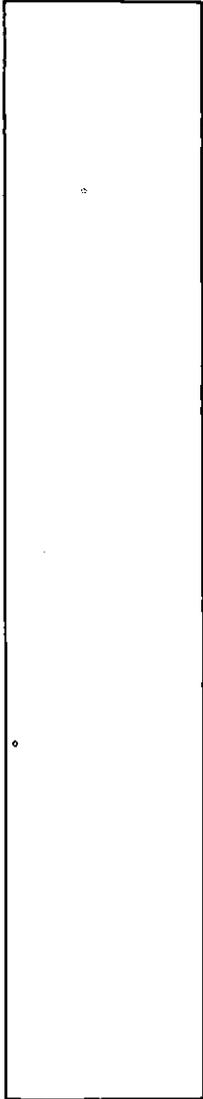


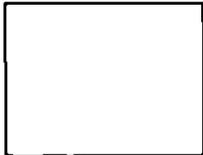
FRANCE

NOV. 1959 - N° 20 - 150 F.

FORUM



*Marx était-il  
marxiste?*



## France-Allemagne

J'applaudis à la très juste mise au point de M. Henri Frenay, publiée dans le dernier numéro de « France-Forum », à propos de la politique du chancelier Adenauer. J'avoue avoir été moi-même très réticente et méfiante, aux premiers temps du rapprochement franco-allemand amorcé pour la France par M. Robert Schuman, pour la République Fédérale par Adenauer. Pourtant, les résultats sont là qu'il ne faut pas négliger : la France est maintenant l'alliée d'une nouvelle Allemagne dirigée par un démocrate incontestable et dont le caractère, parfois peu accommodant, a su détourner son pays de la rancœur et de la volonté de revanche, conséquences à peu près inéluctables de la défaite, de la ruine, du partage. Le mérite est d'autant plus appréciable que nous avons de sérieuses raisons de craindre que les jeunes Allemands « dressés » par le régime hitlérien, n'aient gardé le goût du national-socialisme.

A. G. (Paris).

## Faiblesse de l'idéal démocratique ?

Vous me semblez, à « France-Forum », bien confiants et bien optimistes sur l'avenir de la démocratie. L'éditorial d'Henri Bourbon ne me paraît guère tenir compte des menaces qui pèsent sur l'idéal démocratique en France et dans le monde. Une conception mondialiste et dynamique de la démocratie doit, pour s'affirmer triomphante et conquérante, ne pas se heurter à l'évidence des faits.

Or que voyons-nous ? En France, une démocratie fragile, liée pour le moment au destin du général de

Gaulle ; à l'étranger, des Etats où les masses s'en remettent à un homme : Nasser, Kasseem, Sekou Touré, N'Khroutma, Diem, Bourguiba, sans parler de Mao, Khrouchtchev, Tito, Nehru, etc. Dans les pays occidentaux eux-mêmes ne constate-t-on pas l'engouement du public pour une personnalité plutôt que pour des idées : Adenauer, Eisenhower, Mac Millan. En ce siècle de la force et de la technique, je crains qu'au lieu d'une démocratie à l'heure du monde, nous n'ayons, n'en déplaise à M. Bourbon, un monde qui ne soit pas (ou plus) à l'heure démocratique !

P. L. (Toulouse).

## Persévérez

Décidément, *France-Forum* reste une revue de grande qualité. Avoir su la lancer, c'est déjà magnifique, mais garder ce niveau et cette qualité, savoir durer, c'est à mon sens un tour de force, car je connais bien les difficultés multiples que vous trouvez sur votre route.

Je viens de lire « Polémiques et Dialogues » de votre dernier numéro. J'ai en principe horreur de la lourde ou de la vilaine polémique, mais ici « France-Forum » nous propose ce supplément d'esprit qui la rend facilement assimilable. Les traits décochés à l'« Aurore » le sont avec une verve et une habileté assez extraordinaires. J'adhère à la fois au fond et à la forme.

Vos « forum » sont toujours intéressants. J'aime y trouver par exemple les grands collaborateurs du « Monde » vus sous un autre éclairage. Développez votre collaboration avec P.-H. Simon, ce serait excellent. Sa pensée riche, vigoureuse et ordon-

née empoigne avec maîtrise tous les problèmes qu'il aborde, aussi bien les tortures que l'école libre ! Persévérez !

J. P. (Moselle).

## Faites connaître France-Forum

J'ai constaté que votre précédent *Courrier des Lecteurs* vous couvrait de fleurs... J'espère que vous ne vous laisserez pas ensevelir sous de tels bouquets... et que votre souci de la tenue rédactionnelle ne vous fait pas oublier les problèmes de diffusion.

Il est bien de faire une revue intéressante, mais il est indispensable qu'elle ait une large audience.

P. P. (Corrèze).

N.D.L.R. — *Nous partageons le souci de notre correspondant, mais nous sommes persuadés que nos constants efforts dans le sens qu'il souhaite ne pourront porter leurs fruits que si nos lecteurs, c'est-à-dire nos amis, nous aident à faire connaître plus largement « France-Forum » en prenant eux-mêmes des initiatives pour étendre la diffusion. Nous ne disposons pas de moyens suffisants pour assurer une publicité massive ; nous espérons donc que l'intérêt des articles et des colloques que nous publions incitera nos lecteurs à se livrer à la plus efficace des « propagandes » : la publicité parlée. Adressez-nous des listes d'amis susceptibles de devenir des abonnés, demandez-nous des numéros spécimens.*

## Bonnes Feuilles

*Les Propos du Temps de ce numéro sont extraits d'un livre d'Etienne Borne qui paraîtra prochainement aux Editions Arthème Fayard dans la Collection « Ce que je sais, ce que je crois », sous le titre « Dieu n'est pas mort ».*

Pour faire connaître

**FRANCE-FORUM**

Demandez  
des numéros spécimens  
qui vous seront adressés

**GRATUITEMENT**

Tous les ouvrages analysés ou non  
dans cette revue, ainsi que tous les  
disques, peuvent vous être fournis  
sans frais supplémentaires par le  
service bibliographique de  
« France-Forum »  
(Port et Emballage gratuits.)

Ecrire au service bibliographique de  
« France-Forum »  
24 bis, Bd Saint-Germain, Paris-V.

## PHOTOS

—  
FORUM : J. Maisonneuf  
ETUDE : Agence Dalmas  
ENQUETE : Vie Catholique  
THEATRE : Studio Lipnitzki  
—

COUVERTURE : H. Reger-Viollet



# Pour un vrai régime parlementaire

par Louis RAYMOND-CLERGUE

**R**APPELER que les Français forment un peuple difficile à gouverner est devenu un lieu commun. En moins de deux siècles, notre nation a engendré plusieurs révolutions, dont certaines sanglantes, et s'est offert près d'une vingtaine de régimes politiques différents. Lorsque l'un d'entre eux, la Troisième République, a exceptionnellement survécu pendant quelques décades, il a néanmoins donné naissance à une centaine de gouvernements successifs.

La France a magnifiquement illustré la « théorie des cycles » ; royautes, empires et républiques ont tour à tour alterné. Monarchies absolues ou constitutionnelles, régimes dictatoriaux à direction individuelle ou collective, régimes démocratiques à forme présidentielle ou parlementaire, gouvernements d'assemblée... nous avons tout exalté, tout subi, tout détruit.

Les grandes crises nationales ont souvent provoqué des bouleversements constitutionnels. Les abus des uns ont fait place à ceux des autres ; la France, pays de la mesure dans l'ordre culturel, économique et social n'a jamais pu obtenir la stabilité politique. La coutume dans les pays anglo-saxons a donné de meilleurs résultats que la loi dans les pays latins.

Par un paradoxe particulier à la France, les constituants monarchistes de 1875 ont instauré un régime républicain de type présidentiel, leurs fils l'ont transformé en un régime parlementaire et leurs petits-fils en un régime d'assemblée qui a fini par sombrer dans le pouvoir personnel.

Ceux de 1946, qui s'y sont pourtant repris à deux fois, ont rétabli un régime parlementaire en lui-même viable mais dont par la suite on utilisa surtout l'accélérateur et jamais le frein. La catastrophe est rapidement survenue malgré les efforts de quelques-uns.

Les nouveaux légistes de 1958 qui avaient lu Montesquieu mais l'avaient mal compris, ont conçu un régime basé sur la séparation absolue des pouvoirs et à forme parlementaire et présidentielle à la fois. Parlementaire puisque le gouvernement est responsable devant l'Assemblée Nationale, présidentiel en raison des prérogatives exceptionnelles du Premier Magistrat de la République.

Cette constitution qu'un humoriste pourrait donc qualifier « d'hermaphrodite » rappelle celle... de l'escargot. Plaise au ciel que notre nouvelle république n'en ait, ni la fragilité de coquille, ni la lenteur de marche.

La sagesse des nations enseigne que les constitutions valent ce que valent les hommes chargés de les appliquer. Lorsque l'on connaît la stature et l'étoffe du premier titulaire de la charge suprême et que l'on observe même superficiellement la vie politique française, on constate à l'évidence que nos institutions ont déjà évolué dans le sens présidentiel.

Un président de la République plus près du peuple que du Parlement, un gouvernement qui se borne à répéter ce que le chef de l'Etat a déjà conçu seul et énoncé publiquement, un premier ministre qui n'est que le premier des ministres et

non le Président du Conseil, des ministres qui n'ont jamais eu ou ont perdu la qualité de parlementaire, un Comité Constitutionnel qui restreint au lieu d'étendre, qui durcit au lieu d'assouplir un Parlement qui écoute sagement des déclarations gouvernementales sans débat ou qui instaure des débats sans vote, la loi qui s'efface progressivement devant le règlement qui l'étouffe... tels sont quelques-uns des signes de cette évolution.

De même que l'histoire prouve que l'équilibre des forces entre les nations est la condition première de la paix entre les peuples, de même elle démontre que l'équilibre harmonieux de pouvoirs distincts et séparés mais non étrangers ou hostiles l'un à l'autre est la condition première du bon fonctionnement d'un régime démocratique.

En régime parlementaire, l'exécutif gouverne et le Parlement légifère et contrôle. Légiférer consiste à pouvoir déposer des propositions de loi sans se heurter à trop d'irrecevabilités, à pouvoir les amender sans subir trop de vetos gouvernementaux et à pouvoir finalement les voter malgré la brièveté des sessions et la fixation de l'ordre du jour parlementaire par l'exécutif.

Contrôler le gouvernement ne consiste pas seulement à poser aux ministres compétents des questions écrites ou orales, avec ou sans débat, pour recevoir des réponses « parfois dilatoires et obscures » comme le notait récemment le président de l'Assemblée Nationale... Contrôler l'exécutif consiste aussi et surtout à entendre fréquemment des exposés de la politique du gouvernement, à les discuter librement et à les sanctionner par un vote.

L'équité commande d'observer qu'un progrès sensible a été réalisé récemment. Un seul exemple : le débat de politique étrangère du printemps dernier clôturé sans vote et le récent débat sur l'Algérie sanctionné par la question de confiance posée par le gouvernement et le vote émis par l'Assemblée Nationale.

Il faut poursuivre dans cette voie ; c'est la collaboration du gouvernement et du Parlement qui peut seule asseoir en France le régime parlementaire, ramener les citoyens au respect des institutions et des hommes qu'ils ont librement choisis et surtout résoudre les grands et difficiles problèmes qui conditionnent la vie et la survie de notre pays.

Jadis le législatif « exécutait » périodiquement l'exécutif et pendant ce temps l'exécutif... légiférait. Quand le Parlement gouverne, il n'y a plus d'exécutif et quand l'exécutif disparaît, il n'y a plus d'Etat, alors éclate un 13 mai.

Lorsque l'on sait que la démocratie parlementaire est en France le régime qui concilie encore le mieux la nécessaire autorité de l'Etat, la liberté individuelle des citoyens et un minimum de justice pour tous, on ne peut s'empêcher de faire un nouvel acte de foi dans cette institution qui seule peut permettre le plein épanouissement de la personne humaine, but suprême de la politique.

# MORT OU APOTHÉOSE

avec  
 Pierre Fougeyrollas  
 Pierre Bonnel  
 Jean Conilh  
 Etienne Borne

**D**ANS un libre entretien, Pierre Fougeyrollas, auteur du « *Marxisme en question* », Pierre Bonnel, collaborateur de « *La Revue Socialiste* », Jean Conilh de l'équipe d'« *Esprit* », et Etienne Borne confrontent leurs idées sur la crise actuelle du marxisme qui est aussi la crise de toute une conception de l'homme et d'une vision totale de l'histoire.

**P. BONNEL.** — Je voudrais introduire la discussion par une discussion du projet même que nous avons à discuter. Je crois qu'il est extrêmement difficile de discuter du marxisme et, d'autre part, je m'interroge sur l'intérêt même d'en discuter.

Il est difficile de discuter du marxisme pour un certain nombre de raisons. La première, c'est que le marxisme est le type même d'une pensée totale ou totalisante, de telle sorte qu'on ne sait jamais très bien par où la prendre, et il est extrêmement difficile d'entrer dans la discussion du marxisme par une voie, car quand on entre par une voie, on vous reprochera toujours de ne pas en avoir pris une autre.

D'autre part, il est extrêmement difficile de discuter du marxisme, étant donné que, lorsqu'on parle du marxisme, on ne sait jamais très bien à quel marxisme on a affaire, la pluralité des interprétations est à peu près inépuisable, à toute interprétation du marxisme, on peut opposer une autre interprétation du marxisme, et l'on sait très bien aujourd'hui qu'il y a au moins une douzaine de marxismes qui se présentent comme d'authentiques marxismes, en dehors du fait que l'on peut même remonter du marxisme à Marx. On peut même finir par se demander dans quelle mesure Marx est-marxiste !

Enfin, je crois qu'il y a aussi une autre difficulté : il y a le marxisme, disons subtil pour les philosophes et les « intellectuels » et, d'autre part, il y a les vulgarisations et les banalisations du marxisme. Or, il se peut que, philosophiquement, il soit intéressant de discuter du marxisme subtil, mais en fait, historiquement, ce qui compte c'est le marxisme banalisé et vulgarisé dont nous sommes tous d'accord pour dire qu'il est souvent faux et erroné, de telle sorte que la discussion est par là même un peu déplacée.

## De quoi parlons-nous exactement ?

Je discuterai de l'intérêt même de notre discussion, parce que je me demande si le marxisme a encore un intérêt pour le progrès de notre réflexion. Certes, il est

sûr qu'il a un intérêt historique, et politique aujourd'hui, un intérêt idéologique. Mais je me demande si, sur le plan de la discussion scientifique et philosophique, le marxisme n'est pas proprement dépassé. Je veux dire tout simplement par là que j'ai l'impression qu'un certain nombre de critiques que l'on adresse aujourd'hui au marxisme, critiques fort sympathiques, fort pertinentes, sont celles-là mêmes qu'il y a vingt-cinq ou trente ans l'on pouvait faire à partir du niveau de la réflexion aussi bien scientifique que philosophique. (Cf M. Weber, R. Aron, S. Weil, etc.)

L'intérêt d'une discussion du marxisme peut être mis en question pour deux raisons : d'une part, la discussion même du marxisme oblige à sans cesse reprendre les mêmes discussions interminables sur les mêmes concepts, sur les mêmes analyses, de telle sorte qu'il y a une espèce de piétinement de la pensée politique en France (dont le marxisme d'ailleurs est responsable depuis des années) que nous risquons de prolonger par notre discussion. Et d'autre part, les problèmes que le socialisme aura à résoudre, à supposer que le socialisme vienne un jour au pouvoir, je me demande si le marxisme nous aide finalement à les élaborer. Les problèmes de la planification, de la démocratie politique, des rapports du politique et de l'économique, du développement des pays sous-développés, tous ces problèmes qui sont pour nous des problèmes angoissants et essentiels, je ne pense pas que ce soit aujourd'hui, par le recours au marxisme théorique, que nous puissions les résoudre.

**J. CONILH.** — Je voudrais faire une distinction entre le contenu intellectuel du marxisme, d'une part, dont la critique a été faite, comme vous le disiez, par des intellectuels et d'autre part, l'intérêt l'apport humain qui nous est venu historiquement par le marxisme. Si, il y a vingt ans, la critique du marxisme a été intellectuellement faite et peut-être bien faite, en fait, nous nous apercevons qu'à cette même époque, et sans doute encore de nos jours, malgré ces critiques, d'une part, dans l'espérance du prolétariat et des peuples opprimés ou sous-

# DU MARXISME

« D'Etat ouvrier, il n'en a jamais existé sur la surface de la terre, sinon quelques semaines à Paris, en 1871, et quelques mois peut-être en Russie, en 1917 et 1918. En revanche, règne sur un sixième du globe, depuis près de 15 ans, un Etat aussi oppressif que n'importe quel autre et qui n'est ni capitaliste, ni ouvrier. Certes, Marx n'avait rien prévu de semblable. Mais Marx non plus ne nous est pas aussi cher que la vérité. »

Simone WEIL — 1933.

développés, d'autre part, dans l'inquiétude et la réflexion des intellectuels, le marxisme restait et reste encore la référence majeure ; sans doute parce qu'il donnait une signification à l'aventure humaine, parce qu'il proposait un optimisme eschatologique peut-être faux, mais qui, dans le grand désespoir de la société, dans la chute même des valeurs spirituelles, représentait quand même l'élément moteur d'une société, d'une histoire.

J'ajouterai que la critique redevient nécessaire puisque le marxisme est en question lui-même dans la Russie soviétique, du moins par la manière dont elle conduit ses affaires, quel que soit son avenir, la volonté de coexistence pacifique est une mise en question du marxisme dogmatique, une rupture avec son durcissement idéologique.

Tant que le stalinisme régnait, les intellectuels pouvaient discuter à perte de vue, toutes les critiques lui restaient extérieures, car le stalinisme se présentait comme l'unique issue de l'histoire, sans possibilité de dialogue avec le monde occidental. Pour ma part, je suis prêt à prendre au sérieux, avec tout le sérieux de l'Espérance, le jeu et l'enjeu de la coexistence pacifique. Il appartient à nous tous, et à nous autres intellectuels au premier chef, qu'elle ne soit pas un simple rapport économique entre les deux grandes puissances, mais la mise en question des idéologies qui nous achemineraient inéluctablement vers la guerre. Mise en question de la vision totalisante et totalitaire de l'humanisme marxiste, mais aussi de cette prétendue défense, souvent verbale et hypocrite des valeurs spirituelles du monde occidental. Il y a un humanisme à faire, à l'échelle planétaire, pour lequel la réflexion et la critique du marxisme restent un des moments essentiels.

## Une apothéose qui est une mort

P. FOUGEYROLLAS. — Nous assistons, me semble-t-il, à l'apothéose du marxisme. Je veux dire par là que le marxisme est en train de mourir et de triompher

à travers sa mort même. Il a éclaté en un certain nombre de croyances et d'interprétations contradictoires les unes par rapport aux autres et au sein desquelles il est très difficile de savoir ce qui appartient authentiquement à Marx. Devenu, par ailleurs, le système idéologique de justification d'un certain pouvoir sur une étendue appréciable du globe terrestre, le marxisme reste un fait massif. Enfin, il a fécondé un certain nombre de domaines et nous trouvons un certain nombre de concepts d'origine marxiste dans diverses sciences de l'homme et de la société que nous pratiquons, abstraction faite jusqu'à un certain point de nos jugements de valeur politiques.

C'est pourquoi, la prise en considération du marxisme aujourd'hui, malgré telles critiques antérieures et la pertinence d'un certain nombre de ces critiques, me paraît d'une grande urgence et d'une grande nécessité. En tant que le marxisme est le système idéologique présidant aux destinées du monde soviéto-chinois, nous pouvons dire qu'un défi nous est lancé de civilisation à civilisation. Pour répondre à ce défi, il faut savoir ce qui, de la philosophie de l'histoire de Marx, doit être conservé, ce qui doit être rectifié et ce qui doit être abandonné. D'autre part, en tant qu'un certain nombre de concepts issus du marxisme sont utilisés par les sciences de l'homme et de la société, il me semble qu'il est nécessaire d'user d'un esprit d'examen rigoureux pour départager ces apports d'autres apports.

## Pensée totale et espérance de libération

E. BORNE. — J'estime, pour ma part, que la discussion est utile, nécessaire, inévitable et que nous n'avons pas à dresser un simple constat de décès, sous prétexte que telles réfutations du marxisme sont de toute évidence irréfutables. Le marxisme certes est un dogmatisme dans le pire sens du mot et il est devenu un système de justification pour le pouvoir établi dans un bon tiers de l'humanité actuelle, mais il est aussi l'idéologie ou le mythe qui excite et entretient une

vaste espérance de libération. Et sans une mise en question du marxisme comme orthodoxie absolutiste ou comme mystification de l'intelligence, comment provoquer une libération des esprits prévenus, envoutés, asservis ? Au surplus le marxisme n'a eu et n'a encore tant d'influence que parce qu'il est une pensée totale et que la politique est pour lui la vérification, jour après jour, tournant après tournant, d'une certaine vision de l'homme et du monde que nous pouvons dire nous, intellectuels libéraux, intégriste et intolérante, mais dont l'efficacité historique est incontestable. Le stalinisme, dites-vous, est mort en U.R.S.S., et il était une forme exaspérée, durcie, délirante du marxisme établi qui en effet n'a pas en tant que telle survécu à Staline. Et pourtant les causes, idéologiques et sociologiques, qui ont engendré le stalinisme sont loin d'être extirpées ; ce n'est pas Staline en personne qui a mené la répression hongroise, mais ses héritiers qui sont, malgré tous les rapports Khroutchev, tenus par l'héritage. L'U.R.S.S. ne pourra jamais être antistalinienne que jusqu'à un certain degré seulement. Et en Chine règne une forme abrupte, sommaire du marxisme qui, si insupportable qu'elle soit intellectuellement et humainement, pourrait être, pragmatiquement, un instrument utile dans une entreprise gigantesque de construction économique et sociale.

En un mot la critique du marxisme est d'actualité. Et il conviendrait de nous demander, si nous pouvons nous contenter d'un simple révisionnisme qui accepterait tels thèmes marxistes et refuserait les autres. Y a-t-il dans le marxisme de Marx, dans le marxisme originel, un esprit qu'il faudrait sauver des retombées scolastiques et des cristallisations autoritaires. Mais peut-on mettre en cause un aspect du marxisme sans congédier totalement le marxisme ? De telles questions se posent d'elles-mêmes.

**P. BONNEL.** — Je voudrais, pour ma part, répondre immédiatement à la question qu'Etienne Borne a posée pour finir. « Est-ce qu'il y a une discussion du marxisme qui peut être une discussion partielle ? » Je crois, dans la mesure où le marxisme est une pensée totale, qu'on ne peut faire un départage entre le « bon » Marx et le « mauvais » Marx. La pensée marxiste est tellement une pensée totale qu'on ne peut que l'accepter ou la congédier totalement, quitte bien entendu à s'inspirer de quelques-unes de ses méthodes et de quelques-uns de ses principes, mais en restant ferme sur l'essentiel, à savoir que, quand il s'agit d'une grande pensée, on ne peut pas à son égard se livrer à un travail de charcuterie qui consisterait à prendre ceci tenu pour valable, et rejeter cela qui ne le serait pas.

**P. FOUGEYROLLAS.** — J'aimerais prendre une thèse qui me paraît centrale dans ce que l'on appelle

le marxisme, à savoir l'affirmation que la société socialiste doit inéluctablement succéder à la société capitaliste. On sait que pour Marx, le devenir des forces de production entrant en conflit avec la propriété privée des instruments de production devait nécessairement engendrer l'avènement de la société socialiste, suivi ensuite de l'avènement de la société communiste.

Je ne veux pas parler des oppositions entre révolutionnaires et réformistes sur cette question. Je pense qu'aujourd'hui nous sommes au-delà.

**P. BONNEL.** — Je m'excuse, Fougeyrollas, de vous interrompre. Je crois que l'idée même selon laquelle la société socialiste doit nécessairement succéder à la société capitaliste est extrêmement ambiguë au sein du marxisme lui-même. Je crois qu'un certain nombre de marxistes défendraient plutôt la thèse selon laquelle le socialisme est rationnellement nécessaire sans être historiquement inéluctable. Je crois me rappeler qu'il y a une phrase de Marx qui dit à peu près : socialisme ou barbarie.

**J. CONILH.** — A vrai dire, le mot nécessaire est ambigu. C'est tout ou rien.

**P. FOUGEYROLLAS.** — Je suis bien d'accord avec vous. Il n'en reste pas moins que pour Marx, étant donné le développement des forces productives qu'il a cru pouvoir annoncer, l'humanité, à un moment donné, en viendra ou bien à pouvoir sociologiquement effectuer le passage au socialisme, ce qui serait l'accomplissement de la nécessité historique, ou à ne pas pouvoir l'effectuer, ce qui engendrerait la barbarie que vous avez évoquée. Or, des penseurs comme Simone Weil et comme Burnham ont fait éclater ce dilemme en supposant que nos sociétés contemporaines pouvaient fort bien évoluer vers autre chose que le socialisme ou la barbarie, notamment vers ce que l'on appelle *la société technocratique*, à savoir une civilisation dans laquelle les détenteurs de diverses compétences (et non plus comme dans l'ancienne société les détenteurs de titres de propriété) pourraient exercer un rôle social dirigeant.

Il me semble que, sur ce point, le marxisme a éclaté et, pour ma part, je crois beaucoup plus à l'acheminement de nos sociétés vers des formes de caractère technocratique que vers des formes de caractère socialiste.

**J. CONILH.** — Je crois que là se pose le problème essentiel du socialisme et du marxisme. Car Marx ne nous a pas simplement affirmé que le capitalisme se dissoudrait de lui-même et serait remplacé par le socialisme ; mais la force et peut-être en même temps la faiblesse de sa doctrine, c'est de nous avoir promis que le socialisme en marche vers le communisme était la

Pierre Fougeyrollas.

Etienne Borne.

Jean Conilh.

Pierre Bonnel.

*Démystifier et démythifier le marxisme.*

réalisation plénière de l'humain, que par la victoire ultime du prolétariat, l'essence définitive de l'homme ferait son entrée dans le monde. Or, c'est cette promesse, relayant l'antique exigence religieuse, qui nous importe.

Si nous voulons critiquer cette conception eschatologique — on l'a fait et nous allons le refaire — nous ne voulons pas pour autant perdre cette immense espérance, cette exigence humaniste qui, me semble-t-il, fut le grand apport du marxisme, qui a soutenu et nourri les grandes luttes libératrices depuis un siècle, et qui a été susceptible de réveiller les spirituels eux-mêmes et les chrétiens.

**Socialisme ou barbarie ou technocratie**

Que si les sociétés passent du capitalisme, non pas au socialisme, mais à telle ou telle forme de technocratie, ce qui nous intéresse, c'est de savoir, dans cette technocratie, quelle sera la part de l'humain, comment pourra y apparaître une nouvelle figure de l'homme, non pas totale certes — nous ne croyons pas au prophé-

tisme marxiste — mais comment, par et dans la technocratie, se fera l'humanisation de l'homme. C'est là l'essentiel de l'idée socialiste que nous ne voulons pas abandonner.

*E. BORNE.* — Nous voici cette fois au cœur du problème, à ce qui fait indivisiblement la force et la faiblesse du marxisme, au nœud même de toutes les difficultés. Nous sommes bien d'accord que pour Marx, et dès l'élan initial, alors que Lénine et Staline étaient radicalement imprévisibles, le socialisme était plus que le socialisme, mais comme vous disiez fort bien, Conilh, la réalisation de l'essence totale de l'homme : l'homme communiste est celui qui apportera son sens décisif à l'histoire des hommes, et cette « barbarie » qui est l'inéluctable autre terme de l'alternative est pire qu'un chaos sanglant, elle est le non-sens rationnellement intolérable. De telles thèses ne peuvent être pensées et vécues que si la dimension essentielle de l'homme est historique et politique. On a eu raison, bien que le mot ait beaucoup servi, de dire que le communisme était une religion séculière. Pour bien comprendre cet aspect essen-

tiel du communisme, il faudrait remonter aux sources hégéliennes du marxisme, à ce « christianisme païen » que Hegel a mis en formules énigmatiques mais puissantes et qui ne sépare pas l'Absolu de sa réalisation dans le monde et dans l'histoire. Il en résulte, corollaire immédiat, que la politique dès qu'elle est « praxis », c'est-à-dire identité de l'action et de la pensée et d'une pensée qui a compris le sens de l'histoire, est le contraire d'une aventure ou d'un opportunisme, elle est capable de donner tout à l'homme, d'accomplir toutes les virtualités qui sont dans notre nature, de briser toutes les aliénations, de faire de l'homme le maître absolu de son destin. On comprend dès lors la sorte d'enthousiasme (au sens étymologique du mot « être dans le dieu » : se situer au-dedans de ce divin qu'est l'histoire) que peut soulever une foi qui se croit en même temps raison. Grand souffle, disait Conilh, oui, certes, mais aussi immense danger. Car si le marxisme a raison, non seulement toutes les valeurs de contemplation se trouvent ruinées, mais aussi l'homme comme personne devient une abstraction, la vie intérieure n'est qu'une mythologie d'évasion. Le véritable et seul sujet de l'histoire est l'humanité dans son mouvement total. Et, ici encore, Marx est disciple de Hegel et terriblement fidèle. L'homme, moment fugitif de développement de la substance humaine, est réduit à la condition de moyen pour la société et l'histoire, aliénation définitive et irréparable. Si pour ma part je n'ai jamais été effleuré par la tentation marxiste, c'est parce qu'il était clair à mes yeux qu'on ne pouvait être personnaliste et marxiste. On trouve dans le « Manifeste au service du personnalisme », qui est des premiers temps d'« Esprit », une mise en question du marxisme qui m'a toujours paru convaincante : sur ce point non seulement la pensée de Mounier n'a pas vieilli, mais elle prend dans la conjoncture actuelle une puissance et une vie renouvelées.

Aussi m'a-t-il toujours semblé, pour continuer cette élémentaire profession de foi, que le socialisme était doctrinalement ambiguë, susceptible d'interprétations contradictoires les unes libérales, les autres absolutistes et totalitaires. L'idée démocratique au contraire est fondamentalement humaniste et personnaliste ; elle peut et doit être reconnue sans réserve comme la vérité politique fondamentale ; c'est à partir de son exigence que l'on jugera ce qu'il y a de valable ou d'inacceptable dans un socialisme ou une technocratie. Disons brièvement qu'un théologien athée de l'histoire, qu'un socialiste peuvent être marxistes en suivant une certaine pente logique de leur conviction, mais qu'un personnaliste et un démocrate ne sont marxistes qu'au prix d'une contradiction qu'aucune dialectique ne sauvera. Ainsi se rejoignent pour moi l'objection philosophique et l'objection politique qui ensemble atteignent non seulement le marxisme du parti communiste, mais Marx lui-même.

### Socialisme et Démocratie

P. FOUGEYROLLAS. — Je crois volontiers que Marx est responsable d'une sorte de fétichisation du social, dans la mesure où il a pensé qu'une société pouvait être pleinement humaine et c'est ce qu'il entend par société socialiste et société communiste. Pour moi, je ne crois pas qu'une société puisse être jamais pleinement humaine. Le problème vis-à-vis d'une société quelle qu'elle soit est toujours en quelque sorte de l'humaniser, de l'humaniser relativement. C'est pourquoi je serai très sensible à ce que vous avez dit sur le primat de l'idée démocratique par rapport à l'idée socialiste. Aujourd'hui, l'idée démocratique et l'idée socialiste peuvent être prolongées, peuvent trouver une vie nouvelle, à condition que le socialisme ne désigne pas une société que nous aurions à instaurer, mais une exigence qui, demain, devra animer les individus et les groupes humains face aux dangers autoritaires et totalitaires qui ne manqueront pas de se présenter à l'intérieur de la société technocratique.

P. BONNEL. — Je voudrais revenir sur quelques-uns des problèmes qui ont été posés tout à l'heure, en particulier le problème de savoir quelle serait la société qui succéderait au capitalisme et le problème même de l'avènement du socialisme. Je crois qu'une des erreurs fondamentales du marxisme, c'est de croire que finalement toutes les contradictions humaines ont pour base des contradictions d'ordre économique. Ce que l'histoire récente nous a montré, c'est que la suppression des contradictions économiques (à supposer d'ailleurs qu'elle soit réalisée par la collectivisation de la propriété), n'était pas du tout la suppression des autres contradictions. Nous savons très bien qu'un pays peut être, disons, économiquement socialiste sans cesser d'être politiquement tyrannique. Donc nous ne pouvons plus accepter le thème marxiste selon quoi la solution des contradictions économiques serait la solution des contradictions humaines.

Il y a un deuxième problème plus général qui se pose, c'est celui de la possibilité de la solution des contradictions humaines. Ce qu'il y a de très grave dans le marxisme, c'est de croire que les contradictions humaines peuvent être historiquement résolues. Je crois que nous arrivons à un moment de l'histoire des idéologies où nous devons être beaucoup plus modestes et beaucoup plus prudents. Nous devons faire en sorte de résoudre le plus possible ces contradictions, mais il en restera toujours un certain nombre. Nous ne pouvons plus croire que le socialisme résoud tous les problèmes, nous devons plutôt être sensibles au fait que le socialisme, s'il en résout certains, en pose d'autres auxquels nous n'avons peut-être pas assez songé. Par exemple,

un problème extrêmement intéressant et mal élaboré, c'est le problème même des rapports de la démocratie politique avec la démocratie économique, plus exactement les rapports de la démocratie politique avec la planification : nous sommes bien assurés qu'une planification peut être tyrannique et qu'une démocratie libérale est peu propice à la planification. Le marxisme n'aide ni à élaborer ni à résoudre cette question.

En passant, je voudrais dire que le marxisme me paraît fondamentalement antidémocratique au sens libéral que nous donnons à la démocratie. C'est certainement là un problème que la plupart des marxistes n'ont pas assez considéré et qui provient profondément du fait que le marxisme a toujours méprisé la problématique politique croyant à mon avis naïvement, que la politique était exclusivement une espèce de reflet des structures et du dynamisme économiques.

En fin de compte, tout ceci repose sur une certaine conception de l'homme qui sera certainement celle que nous devons examiner plus profondément tout à l'heure.

**P. FOUGEYROLLAS.** — Il ne s'agit pas, si l'on veut humaniser la société, d'humaniser le pouvoir. Je ne connais pas, pour ma part, de pouvoir humaniste. Mais je crois que l'on peut limiter les excès du pouvoir et en empêcher la dégénérescence totalitaire, notamment à partir de mouvements d'auto-éducation. J'entends par mouvements d'auto-éducation, des mouvements qui tourneraient résolument le dos à la propagande et qui, de ce point de vue, seraient aussi différents que possible des partis actuels.

**E. BORNE.** — Comment n'être pas d'accord avec ce que vient de dire Fougeyrollas ? Il reste seulement à constater que le socialisme tel que vous le définissez n'a pas d'autre substance que l'idée démocratique elle-même. Mais une inquiétude me vient : de cette exigence morale et spirituelle qui vise à limiter le pouvoir, à contredire sa tendance absolutiste, comment en faire une réalité efficace, c'est-à-dire politique ? Le marxisme mobilise, si l'on peut dire, et le monde et l'histoire tout entière ; il inscrit sa politique du moment dans une immense affaire orientée vers le meilleur, dans un grand devenir universel qu'il s'agit de servir et qui apporte avec lui la garantie du succès. Il y a là l'équivalent d'un « Dieu-avec-nous ». Quelle force encore une fois. Tandis que l'appel à l'auto-éducation lente, difficile, austère, sans garanties dans le fond des choses, risque de n'avoir que des résultats limités, parcellaires, se révéler finalement bien plus faible qu'une idéologie totalitaire. Une telle position ne tend-elle pas à être individualiste, intellectualiste, moraliste ? Les valeurs dont elle se réclame sont incontestables ? Mais comment, ces valeurs, les insérer, les incarner ? C'est ce que je vois mal.

**J. CONILH.** — Je suis tout à fait d'accord avec ce que vient de dire Etienne Borne. Il me semble, en effet, qu'une critique du marxisme, qui veut être positive, doit répondre à l'exigence qui se trouvait chez Marx, peut-être faussée, fétichisée, mystifiée, mais qui est l'exigence, essentielle à l'homme, d'une recherche de la communauté humaine.

C'est ici, pour reprendre le mot d'E. Borne, qu'il nous faut opposer au marxisme l'absolu du personnalisme. Il nous faut montrer positivement, par quels moyens, par quelles structures, économiques, morales et politiques, cet élan en même temps personnel — ce que résume le matérialisme marxiste — et communautaire peut s'insérer dans l'histoire actuelle. C'est là où une analyse sociologique des formes futures de la technocratie ne me paraît pas suffisante. Il ne s'agit pas seulement de mieux ordonner les choses, de les rationaliser, mais à travers cette ordonnance de redonner un sens à l'aventure humaine, de lui trouver une signification. La faiblesse des non-marxistes vient bien souvent du fait qu'ils évitent, me semble-t-il, ce problème du sens et des valeurs. A l'idéologie humaniste marxiste, même fétichisée, ils n'ont à opposer que des solutions d'organisations techniques. C'est alors que le marxisme, même faussé et dangereux pour l'homme, risque de l'emporter.

**E. BORNE.** — Tout à fait d'accord. Il y a dans le communisme l'idée à sauver d'une communauté, d'une communion dont le totalitarisme est la caricature. J'ajouterai que l'idée d'un sens de l'histoire me paraît indispensable et à une pensée et à une action politiques. Il y a là un postulat originel — mais l'expression de sens de l'histoire doit avoir un sens autre que matérialiste et déterministe.

#### *Sens de l'histoire ?*

**P. FOUGEYROLLAS.** — Ce qui constitue la force du marxisme, ce sont ses mythes : les mythes du socialisme, du communisme et de la nécessité historique.

Le problème qu'Etienne Borne et Conilh ont posé, c'est le suivant : est-il possible de mener une action politique d'envergure, efficace et au service de l'homme sans mythe ? On retrouve cette question lorsque l'on parle du sens de l'histoire. Le sens de l'histoire, cela s'entend selon deux acceptions : sens, cela peut vouloir dire *signification* ou *direction*. Les sciences de l'homme et de la société ne peuvent nous donner que des indications sur la direction et encore, semble-t-il, d'une manière probabilitaire. Quant à la signification de l'histoire, je l'abandonne à l'ordre de la mythologie. S'il s'agit d'élaborer un programme politique, on peut, dans une société donnée, prendre conscience d'un certain nombre d'exigences de modernisation, qu'on opposera

aux résistances des archaïsmes. Nous savons actuellement que les sociétés contemporaines évoluent, à travers des convergences complexes, vers la mondialisation. Mais ces sociétés demeurent concurrentes. Si, en Occident, nous estimons que sont cultivées un certain nombre de valeurs auxquelles nous sommes attachés, il s'agit de faire en sorte que la mondialisation ne détruise pas la société occidentale dans ce qu'elle a de valable. On peut fort bien concevoir un programme politique de modernisation et de liquidation des archaïsmes qui, sans susciter de mythes comparables à ceux du marxisme, soit de nature à entraîner les hommes dans un authentique combat.

*E. BORNE.* — Je n'accorderai pas qu'il n'y ait que mythe dans l'idée d'un sens de l'histoire. Le sens est peut-être l'idée rationnelle par excellence.

*P. FOUGEYROLLAS.* — Un « sens-direction » ou un « sens-signification » ?

*E. BORNE.* — Les deux : une direction à court ou à long terme, car il y a un mouvement des sociétés que l'on peut positivement déterminer et prévoir dans sa ligne générale ; une signification en un sens plus profond, de défi adressé à l'homme par sa condition sociale et historique et qu'il peut et doit relever pour faire ce qu'on pourrait appeler son salut temporel.

*P. FOUGEYROLLAS.* — Je crois qu'il faut laïciser la pensée historique et la pensée politique. La laïcisation de la pensée historique, c'est précisément de ne pas s'occuper d'une signification eschatologique et de se contenter d'essayer de prévoir le plus loin possible des directions, des orientations dans lesquelles s'engagerait la société. Et lorsque je parle d'un avenir technocratique de nos sociétés, je l'entends uniquement dans un sens probabilitaire, dans un sens indicatif, permettant, si l'expérience continue à justifier cette indication et ces hypothèses probabilitaires, d'entreprendre une certaine action humanisante.

*P. BONNEL.* — La difficulté, c'est à la fois de critiquer le marxisme et de le remplacer par quelque chose. Mais je crois que nous posons peut-être mal le problème.

Parce que le marxisme est une force historique, essentiellement mythique, devons-nous lui opposer d'autres mythes ? Est-ce que notre force, dans une certaine mesure, ne serait pas de proposer une pensée politique qui soit complètement ou le plus possible démythifiée ? Ainsi le marxisme promet la réalisation de l'essence humaine dans et par la politique : n'y aurait-il pas déjà urgence à dire que ce que nous promettons ce n'est justement pas la réalisation plénière de l'homme dans et par la politique — ou l'histoire ?

Je suis étonné que nous n'ayons ni les uns, ni les autres, prononcé un mot qui me paraît extrêmement important, pour ne pas dire plus, c'est le mot liberté. A moins que, véritablement, le concept de liberté ne soit plus capable de soulever l'enthousiasme, je crois que l'on peut très bien aujourd'hui exalter, non un mythe, mais une idée de liberté et, au nom de cette liberté, définir une pensée politique extrêmement cohérente que j'exprimerai sous cette forme très simple : nous savons, contre le marxisme, que jamais la liberté ne sera effectivement réalisée dans et par une communauté homogène et sans contradictions. Dès lors, le problème politique n'est pas celui de la « réalisation » de la liberté, mais, dans un état social qui comportera toujours des contradictions, celui d'une libération non mythique et qui, engagée sur des points extrêmement précis toujours renouvelés, devrait constamment être adaptée. Or, une telle politique est très actuelle et je crois qu'elle peut enthousiasmer les gens car la liberté est tout de même, je crois, aujourd'hui une valeur, une idée qui peut enthousiasmer les gens, d'autant plus que les hommes vivent dans une société qui, souvent, pour eux est à la fois oppressive et absurde. Je crois justement que c'est à partir de ces problèmes précis que l'on peut définir une politique et non pas à partir d'une philosophie de l'histoire eschatologique. Par exemple, les travailleurs dans leur travail sentent l'absurdité de leur activité, comment y remédier ? Politiquement, dans une démocratie politique mal constituée, les citoyens sentent l'inefficacité de leur pouvoir politique, comment y remédier ? Or, tout ceci qui pose des problèmes précis, appelle des solutions bien déterminées et, d'autre part, tout ceci implique une idée, qui me paraît parfaitement encore au XX<sup>e</sup> siècle être digne de soulever l'enthousiasme : l'idée fondamentale de liberté.

*J. CONILH.* — Je reprends ce que vous disiez à l'instant même. Il y a certaines maladies de l'homme moderne auxquelles il faut porter remède. Or précisément, peut-on y remédier par de simples arrangements techniques ? Le mal ou le malaise ne sont-ils pas plus profonds ? Dans les sociétés matériellement développées, on le voit en Amérique et en France, particulièrement chez les jeunes, l'ennui ou la frénésie d'exister sans but, ce qui est la même chose, révèlent une perte du sens de l'existence, un désespoir à l'état brut, qui n'a même plus les prestiges esthétiques du romantisme, ni les saveurs intellectuelles de l'existentialisme.

Je reviens au problème de la technocratie. Ne nous acheminons-nous pas vers un univers de la platitude et du confort, vidé de toute signification humaine, où toutes les exigences s'aplatissent et se dissolvent ? Le risque de la coexistence pacifique ne serait-il pas précisément dans une rencontre et un échange au plus bas degré de l'humain ? Plus de confort, plus de facilité

matérielle, sans doute, mais un monde de l'indifférence généralisée, de l'universelle platitude. C'est alors que les hommes seraient totalement aliénés, et à tous les sens du terme.

Or, ce que le marxisme nous a apporté de plus grand, c'est bien cette idée que l'aventure humaine avait un sens et qu'elle pouvait déboucher. Je ne pense pas, bien sûr, que l'homme s'épuise dans l'histoire. Je suis d'accord avec vous pour dire que les contradictions ne seront pas entièrement levées dans l'histoire ; mais il faut retrouver une signification personnaliste et communautaire, à l'existence humaine, la faire passer dans les mœurs et les structures politiques, sinon, comme Marx, j'é parlerai d'un retour à la barbarie, malgré les grands progrès de la maîtrise scientifique.

### La liberté ? Pourquoi faire ?

E. BORNE. — La liberté, certes, est une valeur fondamentale. Mais il ne faut pas la séparer d'une vaste entreprise de libération, celle-là même qui donne un sens non mythique et à l'histoire et à l'existence humaines. Pensons au premier problème de notre temps, celui des peuples sous-développés comme on dit d'un mot approximatif et maladroit. Ces peuples sont fortement tentés de penser ou d'imaginer leur combat selon le mythe marxiste de la lutte des classes élargi à l'échelle du monde ; il y a des peuples bourgeois et des peuples prolétaires, les uns appelés à s'enrichir toujours plus, et les autres à s'appauvrir toujours davantage si ne jouent que les mécanismes économiques. Notre philosophie politique n'aura des chances contre le marxisme que si elle met ensemble les valeurs de liberté et l'espérance de libération.

P. BONNEL. — Quand je parlais tout à l'heure d'une politique de la liberté, il s'agissait justement d'une tâche de libération. D'autre part, on a agité à plusieurs reprises la notion du sens de l'existence humaine. Je crois que si nous sommes d'accord sur le fait que le sens de l'existence humaine ne s'épuise pas dans la politique, il s'agit alors de savoir quel peut être le sens — partiel — de la politique. Or, je crois que nous avons répondu et que nous sommes d'accord : si l'on n'accepte pas l'eschatologie marxiste, le sens de la politique ne peut être rien autre que la réalisation dans et par une organisation temporelle de rapports humains, à l'aide d'institutions économiques et politiques *ad hoc*. Autrement dit, il ne faut pas demander à la politique plus qu'elle ne peut donner. La pensée politique de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle doit abandonner une certaine mythologie et se faire modeste. Nous demandons à la politique de réaliser une organisation qui permette à la liberté de chacun de s'exercer raisonnablement. La politique est science ou art de la liberté réelle et non mythique.

Quant au sens dernier de l'existence humaine, nous sommes justement d'accord pour dire qu'il n'est pas tout entier dans la politique puisque justement la politique a pour sens de permettre à chacun, grâce à une organisation politique qui lui permet l'exercice de sa liberté concrète, de pouvoir choisir en toute indépendance la solution qu'il donne au mystère de l'existence humaine. Pour ma part, je protesterai contre cette espèce de besoin que vous avez de donner un sens dernier à l'histoire. Certes, la politique a un sens, la réalisation d'une cité politique libre, c'est-à-dire, d'une cité politique où les hommes, grâce à des institutions, peuvent exercer leur liberté. Quant au sens de l'histoire, pour ma part, ou je le mettrais en question ou je répondrais tout simplement que c'est la réalisation temporelle, d'une cité politique terrestre qui soit cité libre. Quant au sens ultime de l'existence humaine, il transcende la cité politique et peut-être même l'histoire, ce qui ne veut pas dire du tout que la cité politique n'a pas de sens. Conilh, tout à l'heure, vous disiez : « Il faut donner un sens humain à la communauté. » Je vous réponds immédiatement que, si pour moi, la politique a un sens, elle a justement ce sens. La politique est une lutte indéfinie contre les aliénations humaines. Qu'est-ce que vous voulez demander de plus à la politique si elle est lutte contre les aliénations en vue de la liberté par la réalisation d'une communauté la plus humaine possible ? Pour le reste, chacun est libre de donner le sens qui lui convient au mystère de son existence.

J. CONILH. — Juste un mot. N'y a-t-il pas une contradiction, du moins une hésitation, dans votre analyse précédente ? D'une part, vous accordez une signification humaine à l'œuvre politique, d'autre part, vous dites que la politique a pour seule tâche d'assurer une liberté individuelle, qui puisse permettre à chacun de donner un sens au mystère de son existence ? Ce qui reviendrait à dire que le sens de l'existence n'est que privé, individuel et que la politique, tout en le préservant, lui reste extérieur. Or, je pense que le sens de l'existence personnelle passe nécessairement par la tentative jamais achevée de réaliser la communauté humaine. C'est cet espoir et cette tentative qui donnent un sens à la politique.

P. BONNEL. — J'avoue que je ne vois pas la contradiction. La politique a un sens, elle n'est pas déraisonnable, elle n'est pas simplement violence et passion. Le sens de la politique, c'est de réaliser une organisation telle que chacun puisse exercer concrètement sa liberté. Ce sens du politique, ou, disons, de l'histoire *terrestre*, est une « Idée » au sens kantien que l'on peut d'ailleurs à chaque moment préciser à l'aide d'un programme politique tout à fait précis. Maintenant ce sens de la politique étant précisé, je continue à dire que le sens *ultime* de l'existence ne se situe ni dans la politique,

ni même peut-être dans la libération des aliénations et — quoique incroyant — je suis prêt à reconnaître que la liberté n'est peut-être même pas le dernier mot de notre existence humaine.

*Relation entre l'homme et l'histoire*

**P. FOUGEYROLLAS.** — Je crois que le problème qui se trouve posé à partir des notions de sens de la politique et de sens de l'histoire que nous avons évoquées tout à l'heure c'est le problème de la relation entre l'homme et l'histoire. La responsabilité, sinon de Marx, du moins du marxisme sur ce terrain est grande, en tant que le marxisme a abouti à un historicisme. J'appelle historicisme la réduction des œuvres spirituelles de l'homme et des valeurs proclamées par l'homme, à leurs conditions historiques d'apparition et de développement. Il me semble que le marxisme nous a appris, dans ce domaine, que l'homme se faisait dans l'histoire, que l'homme appartenait à l'historicité. Mais la réduction historiciste, qui est aujourd'hui si fréquente, me paraît une mutilation. Nous devons réagir contre cette réduction historiciste en constatant que toutes les fois qu'il pose des valeurs il y a quelque chose de ces œuvres et de ces valeurs qui se veut non-historique. Je ne dis pas qui est, mais qui se veut, qui jaillit comme non-historique. C'est là que face aux mythes totalitaires, l'Occident peut, s'il sait se réformer, liquider ses archaïsmes, se moderniser et s'attacher, plus encore qu'il ne l'a fait jusqu'à présent, à l'idée de liberté, donner une nouvelle leçon spirituelle : une leçon de non-historicisme et de critique de l'historicisme tel que le marxisme a fini par le concevoir.

**E. BORNE.** — Je partage entièrement, Fougeyrollas, la vivacité de votre réaction contre le marxisme en tant qu'« historicisme ». Si l'homme n'est défini que par et pour l'histoire il est mutilé, frustré d'une dimension essentielle. Mais peut-être faut-il voir dans l'histoire l'histoire et plus que l'histoire, et je crains que la condamnation de l'« historicisme » ne nous amène à méconnaître un certain nombre de vérités que le marxisme a tort de faire exclusives et de porter à l'absolu mais qui sont valables dans leur ordre. Il est des actions et des options politiques — l'expérience a pu en être faite au moment de la Résistance — qui ont une substance historique, même si elles relèvent en leur fond de valeurs éternelles. En un sens, et en prenant ce langage dans une acception à la fois symbolique et réaliste, il y a un salut dans l'histoire et non pas contre l'histoire.

**P. FOUGEYROLLAS.** — Je n'ai jamais voulu parler de salut contre l'histoire. Cela va de soi. Mais ce qui me paraît redoutable, c'est que le salut fût uniquement conçu comme un développement historique.

**P. BONNEL.** — Je crois que cette question des rapports de l'homme et de l'histoire pose le problème de la conception de l'homme dans le marxisme. Or, il ne faut pas oublier que si l'homme est historique, il est aussi pour le marxisme un être essentiellement social et générique. C'est peut-être là une des sources profondes de quelques-uns des dangers du marxisme. Tout à la fois, il est bien sûr que l'homme n'est homme que dans et par ses relations avec d'autres hommes, mais c'est un problème de savoir s'il s'épuise dans ces relations. Il y a là un thème important à développer et je crois que l'un des sens d'une politique non marxiste (et non pas anti-marxiste) serait de rappeler que l'homme ne se définit pas uniquement au niveau de l'histoire, ou du corps social pour la bonne raison que la liberté ne se définit pas comme liberté générique, mais comme liberté individuelle, comme puissance de choix et de décision. Or cette notion de liberté comme puissance de choix et de décision n'apparaît vraiment pas dans le marxisme et l'absence de cette notion, sur le plan politique, a des conséquences très graves, ne serait-ce que dans la disparition de la pluralité des partis, ne serait-ce que dans la disparition des options individuelles dans l'ordre métaphysique, etc. Par ailleurs, il y a une autre difficulté essentielle dans l'anthropologie marxiste. On ne sait jamais très bien, dans le marxisme, si l'homme est un être naturel ou un être qui n'est pas naturel. L'homme se définit essentiellement comme un travailleur. Or, tantôt le travail est donné simplement comme ce par quoi l'homme satisfait des besoins naturels, tantôt le travail est ce par quoi l'homme se distingue de l'animal, de telle sorte qu'on ne sait jamais très bien si l'homme se définit au niveau de la nature ou s'il se définit au contraire contre la nature par une action négative de la nature qui implique que l'homme ne soit pas un être naturel...

**P. FOUGEYROLLAS.** — C'est peut-être parce qu'il y a une contradiction dans l'homme.

**P. BONNEL.** — Cette contradiction, malheureusement, le marxisme ne l'a pas élaborée, il ne l'a pas élevée à la dignité philosophique, parce que, sans doute, il la repoussait.

**P. FOUGEYROLLAS.** — Mais c'est une question d'analyse des textes. Et ce n'est pas en retournant à la méthode cartésienne des idées claires et distinctes qu'on pourra résoudre les problèmes qui ont été posés par Hegel et par Marx.

**J. CONILH.** — Ni à une conception de la liberté de de type XVIII<sup>e</sup> siècle, sur le plan politique.

Ainsi la critique du marxisme, et surtout le dialogue avec Marx et l'idéologie qui en est issue, me semble

encore essentielle, par rapport à nos exigences et à nos inquiétudes actuelles.

Certes nous refusons — nous en avons convenu tout au long de ce débat — les fondements idéologiques du marxisme : l'explication de l'homme par les seuls besoins et contradictions économiques ; la réalisation totale de l'essence humaine dans l'histoire et par l'unique médiation politique.

### Relever le défi du marxisme

Nous sommes d'accord pour expulser les mythes, mais non l'exigence humaine qui les soutenait : l'espoir de liberté et de libération de la personne humaine, mais qui est liée, par essence, à la recherche de valeurs communes, et d'un sens communautaire de l'existence. Il faut donc prendre au sérieux, et répondre plus sérieusement que jamais à l'exigence et au défi marxistes : vouloir et promouvoir un salut de l'homme, qui ne s'achève pas dans l'histoire, mais qui passe nécessairement par la preuve et l'épreuve de l'histoire.

**P. FOUGEYROLLAS.** — Il me semble que nous avons cité devant nous, si j'ose dire, deux notions extrêmement importantes : celle de liberté et celle de libération.

Pour schématiser, disons que le XVIII<sup>e</sup> siècle nous avait indiqué l'importance de la notion de liberté et que Hegel et Marx, eux, nous ont indiqué l'importance de la notion de libération, c'est-à-dire d'un processus se déployant et se jouant dans l'histoire. Si nous ne prenions en considération que ce processus, nous serions marxistes et nous serions du même coup victimes d'un certain nombre d'illusions fétichistes dont nous avons parlé tout à l'heure. Mais, si nous ne prenons en considération que la liberté abstraite, nous risquerions de tomber sous le coup des critiques que le marxisme a formulées contre la société capitaliste et la pensée bourgeoise. Il me semble donc que nous pourrions envisager, à l'horizon de notre histoire, un humanisme à la fois de style nouveau et d'inspiration ancienne où les idées de liberté, de libération et de personne humaine pourraient nous aider à résoudre les problèmes qui ont été posés tout à l'heure. A partir de ce nouvel humanisme, l'Occident, qui se trouve matériellement favorisé par rapport aux autres parties du monde, serait en mesure, en somme, d'empêcher les dégénérescences totalitaires et de faciliter, non seulement pour lui-même, mais pour le monde tout entier, la modernisation dans la liberté et une libération relative à travers l'acquisition de la modernité.

**P. BONNEL.** — Il y a un terme qui revient sans cesse dans notre conversation, c'est le terme humanisme. Pour ma part, il me gêne terriblement, car je le crois

extrêmement ambigu, peut-être dépourvu de sens et par ailleurs extrêmement dangereux. Le temps de l'humanisme a été le temps du mépris de l'homme. Je ne peux pas en dire plus. Je crois que le marxisme appartient à notre passé spirituel, il faut le remettre à sa date qui est le XIX<sup>e</sup> siècle, même s'il se trouve qu'au XX<sup>e</sup> siècle il soit devenu une force historique effective.

Cependant, Marx m'a appris un certain nombre de choses essentielles que je ramènerai à deux. Je crois que le marxisme est une excellente école de déniement. Quand on passe par le marxisme, on apprend à voir les contradictions réelles, et on apprend qu'elles ne se résolvent pas à l'aide de pieuses formules. A ce point de vue-là, le marxisme nous a débarrassés d'un certain spiritualisme politique qui me paraît à la fois malhonnête et inefficace.

Ensuite, le marxisme m'a appris à prendre la liberté au sérieux, il m'a montré justement que si la politique doit avoir un sens, ce sens c'est de réaliser les conditions historiques de la possibilité d'exercice de la liberté et, que cette liberté passe nécessairement par un certain nombre d'institutions économiques essentielles — ou par la transformation profonde des institutions actuelles.

**E. BORNE.** — Nos ultimes propos se trouvent donc heureusement convergents : il y a des contradictions réelles et historiques qu'on ne résoudra pas par un humanisme académique et par la magie moralisatrice des pieuses et bonnes pensées. Le marxisme sur ce point a apporté une leçon positive. Au surplus, je n'hésiterai pas pour ma part — tout en restant irréductiblement opposé aux thèses marxistes et à l'esprit totalitaire du communisme — à sauver et à transposer du marxisme ce qu'on pourrait appeler son sens de la synthèse, cette certitude que le génie de l'histoire n'est pas un malin génie, que les contradictions, langage résolument finaliste, sont faites pour être résolues. Croire qu'elles sont plus fortes que le courage et l'imagination des hommes, ce serait céder à la tentation d'une vision tragique qui, dans le monde où nous vivons, a pour elle de fortes apparences. Si l'humanisme est cet optimisme mou, qui croit que les choses s'arrangeront passablement d'elles-mêmes, être humaniste c'est se tromper et trahir. Le postulat nécessaire d'une pensée politique humaniste au grand sens du mot, c'est le « Tu dois, donc tu peux » d'un grand philosophe qui n'était, dans cet acte de foi rationnel, ni hégélien ni marxiste. Ce « tu peux » veut dire que l'histoire a un sens, que l'aventure humaine au long du temps est une œuvre de libération où l'humain au divin se joint. Vous pardonnerez au démocrate-chrétien que je suis et qui est parti pour mourir dans l'impénitence finale d'avoir la nostalgie d'un *Discours sur l'histoire universelle* qui serait écrit par quelque théologien augustinien et démocrate.

# LA DÉMOCRATIE FRANÇAISE

## ses chances, ses risques

Jacques Fauvet, auteur de « La France déchirée », rédacteur en chef adjoint du journal « Le Monde », étudie ici, à la lumière des enseignements du passé, les perspectives d'avenir qui sont offertes à la V<sup>e</sup> République et les réformes profondes qui s'imposent à la démocratie française si elle veut survivre.

**T**OUS ceux qui, de près ou de loin, se mêlent de politique, au sens noble, ne peuvent envisager l'avenir sans considérer d'abord le passé. S'ils songent aux quinze dernières années, ils ne peuvent qu'éprouver, s'ils sont sincères, un amer sentiment d'impuissance et d'échec. Quel communiste peut-il se flatter d'avoir fait avancer d'un jour la révolution ou reculer d'un pas la misère ? Quel socialiste peut-il se féliciter d'avoir assuré un peu plus de justice en métropole et outre-mer ? Quel chrétien peut-il se réjouir d'avoir incarné un peu de son éthique dans les mœurs et les institutions politiques ? Quel gaulliste a-t-il fait autre chose que de profiter du régime ancien en attendant le suivant ? Quel démocrate enfin peut-il croire que, s'il ne la confond avec la simple sauvegarde des libertés élémentaires, la démocratie ne reste pas à faire ?

Il est cependant deux catégories d'hommes que les quinze

dernières années n'ont pu décevoir. La première est celle des bâtisseurs qui, indifférents au régime, ont réparé les ruines accumulées par les destructions de la dernière guerre et les paresseuses de l'entre-deux guerres. Ceux-là ne sont pas étonnés que la V<sup>e</sup> République passe ses premiers mois à inaugurer la réalisation et les réussites techniques de la IV<sup>e</sup>. Ils se situent au-delà de la politique.

La seconde catégorie est au contraire celle des nostalgiques de la III<sup>e</sup> qui, par esprit de génération ou de conservatisme, ont bien vite ramené la IV<sup>e</sup> aux molleses des années 30 à 40 et ils y ont si bien réussi que mai 58 fut aussi peu glorieux que juin 40. Ils se situent au-deçà de la politique telle que la concevaient les hommes de trente ans à la Libération.

Pour les uns, la politique n'était qu'une procédure leur permettant d'obtenir les crédits et les plans de modernisation et d'équipement.

Pour les autres, elle n'était qu'un « moyen de parvenir », comme on l'a dit de ce radicalisme qui a plus ou moins pénétré tous les partis.

Mais entre ceux qui avaient un outil dans la main et ceux qui n'avaient aucune idée dans la tête, et qui ont également

*Inauguré sous la V<sup>e</sup>, le fameux pont de Tancarville est une réalisation de la IV<sup>e</sup> République.*

atteint leur but, ont échoué tous ceux qui, de la gauche à la droite, avaient un idéal politique à servir et à réaliser ; le peuple auquel ils s'adressaient a poussé jusqu'au mépris l'indifférence chronique dont le régime, ses hommes, ses institutions et ses partis ont souffert dès 1946.

Il faut encore dire ici un mot du passé, le plus récent, celui-là, avant de songer à l'avenir.

## LE SENS DU 13 MAI DANS L'HISTOIRE POLITIQUE DE LA FRANCE

C E qui a été grave dans le 13 mai, ce n'est ni l'événement lui-même qui, comme l'a écrit M. Debré, a été « une conséquence » (1), ni bien entendu ses suites qui suffiraient, quoi qu'en pense une certaine gauche, à le distinguer de juin 1940. De Gaulle n'est pas Pétain. Car si le pays voit en lui un autre sauveur et un homme-miracle, il est permis de dire et d'écrire le contraire à Paris comme à Alger. L'extrême droite peut le qualifier de « traître » sans craindre pour sa liberté, et l'extrême gauche peut le traiter de fasciste sans craindre pour sa vie.

Ce qui est grave dans le 13 mai, c'est que l'événement s'est produit sans provoquer la moindre réaction dans l'opinion, le moindre réflexe de défense des « Républicains ». Le Parlement a été digne ; le pays a été indifférent, sinon consentant. C'est ce qui autorise à rapprocher mai 1958 de juin 1940. La IV<sup>e</sup> République a disparu en éveillant aussi peu de regrets que la III<sup>e</sup>. Les « autorités » se sont effondrées avec la même facilité et les partis ont aussi peu « résisté » dans l'un et l'autre cas. La démocratie ne s'est pas défendue en 40 à un moment où elle était directement menacée et en 58 à une heure où elle ne pouvait encore espérer que de Gaulle viendrait la sauver. Encore une fois, ce n'est pas l'événement qui intéresse ici, puisqu'il a été la conséquence fatale de faiblesses reconnues. Ce qui est révélateur et regarde l'avenir, c'est la manière dont il s'est produit, la répétition à moins de vingt ans des mêmes phénomènes de passivité ou de complicité de l'opinion face aux dangers courus par la démocratie.

Le 13 mai a bien été une conséquence, ou plutôt une double conséquence : celle de l'instabilité et partant du manque d'autorité du pouvoir et celle du rôle politique croissant de l'armée, bref, de la présence d'un Etat dans l'Etat.

La précarité des gouvernements avait relativement peu d'inconvénient pour les tâches de gestion, fussent-elles peu courantes, puisqu'elles étaient en réalité assumées par le pouvoir administratif ou économique remarquablement stable : direction des ministères, commissariat au plan, organismes de crédit, fédérations professionnelles. Mais la faible durée et le défaut d'autorité des gouvernements les rendaient inaptes à la tâche proprement révolutionnaire de la décolonisation (et peut-être aussi, dans un autre domaine, de l'euro-péanisation). La carence chronique ou même la vacance périodique du pouvoir exécutif avait le double et fâcheux effet de renforcer la résistance ou parfois le refus d'obéissance des pouvoirs exécutants qui ont souvent substitué leur propre politique à celle des gouvernements — et d'altérer la confiance des par-

(1) « Le 13 mai est une conséquence, s'il n'y avait pas eu le 13 mai, il y aurait eu le 14 juin, un 15 juillet ou un 16 août. »

### *Un Etat dans l'Etat ?*

tenaires qui n'étaient jamais assurés que la parole solennellement donnée par un gouvernement serait tenue par le suivant.

Pour achever de dissiper les dernières nostalgies, il faut rappeler que pas un acteur ou un observateur lucide ne contestait à partir de l'hiver 1956-57 que le régime succomberait au premier choc un peu violent qui se produirait en Algérie. Et pour ne pas ajouter aujourd'hui aux dernières polémiques, il faut admettre le nouveau régime tel qu'il est, conçu par un homme et pour un homme, « monarque non héréditaire », « empereur républicain » ou « arbitre national » et sans plus s'arrêter au présent, penser à l'avenir.

### L'AVENIR DE LA V<sup>e</sup> REPUBLIQUE ET DE LA DEMOCRATIE

**D** EUX hypothèses, la première se divisant elle-même en deux, doivent être envisagées. La première est celle de la disparition pour une raison ou pour une autre du général de Gaulle.

Deux « sous-hypothèses » peuvent alors se présenter : ou la guerre d'Algérie continue, ou bien elle est terminée.

Si la guerre se poursuit alors que le général de Gaulle n'est plus là, la présence et le poids de l'armée dans la politique et l'Etat ne seront pas équilibrés par le pouvoir et le prestige du président de la République. Le jeu qui se joue actuellement à trois : lui, elle et — plus spectateurs qu'acteurs — les partis, ne se jouera plus qu'à deux : l'armée et ce qui reste

de forces politiques et de Parlement. Dans ce « reste » le parti communiste seul capable, s'il l'est encore, de mobiliser les masses ou tout au moins d'organiser un défilé fournirait une justification supplémentaire à l'action ou à la pression de l'armée. La démocratie qui est actuellement plus ou moins en vacances serait alors en péril. Ce risque, les partisans de la politique du pire peuvent l'accepter et les démocrates auraient alors à se préparer plus ou moins clandestinement en vue du choc en retour qui réveillerait enfin l'opinion, d'une nouvelle libération qu'il s'agirait cette fois de ne pas manquer.

C'est à un risque opposé moins brutal mais également redoutable que la démocratie serait exposée si la guerre d'Algérie étant terminée, le général de Gaulle partait avant d'avoir fondé réellement une République dont la nouveauté ne se borne pas à son numéro d'ordre et à sa Constitution.

En raison de l'une des plus graves défauts de cette constitution, le mode d'élection du chef de l'Etat, le successeur du général à la Présidence de la République sera vraisemblablement le premier des notables et par exemple le président du Sénat. Quel qu'il soit, on l'imagine arrivant en fin de carrière, homme de mœurs honnêtes et d'opinion moyenne mais avant tout soucieux de ne point se servir des pouvoirs qui lui sont conférés. Changez l'homme, ôtez l'esprit et gardez la lettre, la V<sup>e</sup> République engendrera la III<sup>e</sup>. Ce serait une nouvelle résurrection, une seconde restauration après celle des années d'après-guerre : une république broyant les partis sous le poids des intérêts et des individus, des partis serrant les rangs au point de les écraser, un exécutif devenant un simple agent d'exécution des volontés changeantes du législatif et renvoyé comme on ne renvoie plus un domestique, une démocratie servant d'alibi à l'indifférence populaire, le citoyen se satisfaisant d'accomplir son devoir d'électeur tous les cinq ans et se désintéressant de la chose publique le reste du temps.

Reste la dernière hypothèse : celle d'un règne assez long du général de Gaulle pour permettre d'une part le dénouement du drame algérien (et l'avènement d'un véritable et durable ensemble franco-africain, blanc et noir) et, d'autre part, la mise en place et en profondeur d'une démocratie moins étroitement présidentielle que l'actuelle et moins purement parlementaire que l'ancienne.

C'est cette chance que les démocrates ont à saisir, ce répit qu'ils n'ont su encore mettre à profit.

La démocratie suppose que tout citoyen est juge du bien commun et peut participer directement ou non à la vie politique du pays. Elle implique une mentalité et une structure. L'une ne va pas sans l'autre. Si les citoyens ne veulent pas profiter de la double faculté d'appréciation et d'action qui leur est reconnue, la démocratie reste formelle. Elle n'est pas réelle. Si la seule liberté qui leur est laissée est d'approuver activement ou passivement les décisions du pouvoir, il n'y a pas de démocratie, fût-elle réputée populaire.

La démocratie française est restée jusqu'ici trop formelle. Sans doute le citoyen est-il fidèle à son devoir électoral ; il vote plus qu'en d'autres pays mais il participe moins que d'autres à la campagne électorale. L'électeur français n'assiste guère aux réunions des candidats, lit peu les articles politiques et moins encore les affiches électorales. Moins d'un sur cinq participe ainsi effectivement à la campagne. Le pourcentage d'ouvriers syndiqués est du même ordre et le

nombre des adhérents aux partis politiques est dérisoire (de 4 à 1 % selon que l'on se fie ou non au chiffre officiel des membres du parti communiste : 425.150).

Les indices de participation sont cependant plus élevés si l'on considère seulement les hommes et surtout les hommes d'âge moyen (30 à 54 ans). Les femmes et les hommes plus et moins âgés, dont l'assiduité électorale ou politique est plus faible, faussent en effet l'impression d'ensemble. Il reste que la participation à la vie des partis, des syndicats, des institutions est insuffisante. Elle l'est d'autant plus que leur direction est souvent entre les mains de clans fermés et que la démocratie interne y est fort relative.

Pour redonner son dynamisme à la démocratie française, il conviendrait d'abord d'ouvrir et d'assouplir les structures existantes, d'extraire de la mentalité française cette idée funeste que l'unité exclut la diversité alors que l'expérience des partis et des syndicats étrangers prouve que la cohésion de l'ensemble n'a pas à souffrir des divergences et des discussions intérieures.

Une autre réforme plus profonde doit conduire non plus à adopter mais à modifier les structures actuelles. Pour que la démocratie soit réelle, il faut que la responsabilité soit à la mesure et au niveau de l'homme, que la délibération et la décision se situent, chaque fois qu'il est possible, dans la commune ou le département, l'entreprise ou le syndicat professionnel, bref que les pouvoirs soient décentralisés. C'est la condition *sine qua non* de la restauration d'une démocratie vivante. Le jour où les députés, les préfets, les dirigeants professionnels ou syndicalistes locaux cesseront de « monter à Paris » pour faire les commissions et défendre les intérêts de leur mandants, les citoyens, les collectivités, les patrons et les ouvriers auront le désir et la possibilité de régler par leurs propres moyens les problèmes qui sont les leurs à Blois, Nevers ou Poitiers. Si l'échelon départemental est jugé trop bas et trop étroit, le groupement immédiatement supérieur, qu'on le baptise région, province ou « igamie » offre un cadre naturel et suffisant à l'élaboration d'une politique commune interdépartementale. Là encore les démocraties étrangères donnent l'exemple.

Il n'y a pas de ministère de l'Education nationale à Washington et Bonn. Il n'y existe pas non plus de problème scolaire. Et c'est un exemple parmi beaucoup d'autres.

L'excès de centralisation, c'est la congestion à la tête et la paralysie dans les membres. La décentralisation, c'est l'équilibre. Seule elle permet ce double circuit de confiance essentiel à la démocratie entre les gouvernements et les gouvernés, les administrations publiques ou privées et les administrés.

Enfin la formation civique est une autre condition d'une démocratie nouvelle et réelle. L'école ne l'assume pas assez et cette défaillance offre une justification aux initiatives et aux improvisations malheureuses de l'armée en ce domaine. Ceux des jeunes qui échappent à l'action limitée des partis et à l'influence des mouvements chrétiens sont des inciviques nés.

Formation civique orientant vers les responsabilités publiques, existence d'un nombre réduit de partis organiquement démocratiques et structures décentralisées à l'échelle humaine.

Telles sont les bases sans lesquelles la V<sup>e</sup> République, ou la suivante, risque fort de ressembler à la IV<sup>e</sup> ou pis encore à la III<sup>e</sup>.

Jacques FAUVET.

# L'ILE INCONNUE

## Diversité malgache...

Madagascar, « petit continent disparate »... ce disparate, l'enquêteur classant ses impressions en est comme assailli. Dans la plaine de Morondova, les baobabs, derniers héritiers des difformités de la préhistoire, portaient dans leurs ramures exiguës tout un peuple de perroquets gris. Très africains, des boutres longeaient la côte sableuse ; une chaleur accablante écrasait les plantations de tabac. Mais en Imerina (quelques heures de vol à peine) j'avais quitté des rizières, à l'aube frangées de gel. Les villages rouges et blancs, avec leurs maisons à étages et à balcons, montraient une coquetterie bourgeoise. Au pays Betsiléo, les cultures inondées et le lacs de leurs terrasses évoquaient l'Indonésie. Fianarantsoa, provinciale et décente, s'était superposé dans mon esprit à Tamatave, chromo colonial pour illustrer un roman de Loti. Et les pistes parcourues à travers les plus vieux paysages du monde : de grands squelettes calcinés perçaient les étendues latéritiques. Chaque pli de ce désert abritait une étrange flore de pandanus et de ravenalas. Mais la côte Est m'avait semblé un paradis perdu dans le balancement des palmes. Diversité de l'habitat, diversité des hommes, du Merina énigmatique et fermé au Bara athlétique et rude, au Tamola presque nain. Dix-huit races principales, me dit-on, et dont le métissage est rare. Même en avion, ce disparate est perceptible. La cassure des Hauts Plateaux tombe en à-pic sur la plaine, la moutonneuse forêt de l'Est succède d'un trait aux pourpres sèches du Nord.

Cette diversité est si frappante que l'enquêteur risque de s'y arrêter. Toute la vie politique peut lui sembler marquée de son signe. Ce qu'il verra d'abord à travers elle, et il ne se trompera pas, ce sont des conflits de races, d'autant plus violents, nous y reviendrons, que la *décolonisation* les libère. Le vernis colonial les avait comme estompés sous son uniformité. On parle beaucoup d'une révolte des côtiers contre la constante dictature des Hauts-Plateaux. C'est en vain, pourtant, que notre administration avait tenté cette manœuvre en vertu du vieil adage : « *Divide ut imperes.* » Quelques mois d'autonomie politique et l'application de la loi-cadre de 1956

ont réussi là où elle avait échoué. A peine les institutions de cette loi-cadre en place, les côtiers, pour la première fois ligüés, ont, dans toute la mesure qui leur était possible, éliminé du conseil de gouvernement de l'île les représentants de Tananarive.

Les phénomènes de la décolonisation n'ont pas fini de nous surprendre. Oppositions, diversités : dans quel village, Betsiléo ou Sakalave, n'ai-je pas été assailli de revendications contre les Merinas ? Oui, le disparate est le premier trait de Madagascar et l'un de ceux à retenir pour quiconque veut essayer de discerner son devenir politique.

## ...et unité insulaire

On se tromperait pourtant à trop l'accuser. L'unité malgache est non moins réelle et non moins visible. Madagascar, aussi vaste soit-elle, est une île, et c'est le propre des îles que l'unité dans le disparate. La rigueur des limites compense les diversités internes. Insularité signifie immigrations successives et cohabitations cloisonnées. Madagascar est le point d'aboutissement d'innombrables migrations : les races mélanésiennes se sont métissées d'Afrique et la première écriture se fit en caractères arabes. Mais deux unités fondamentales et susceptibles de s'imprimer sur toute la politique : l'unité *linguistique* et l'unité *religieuse*. Sur ce point, comme d'ailleurs sur beaucoup d'autres, Madagascar ne souffre aucune comparaison avec l'Afrique. Le malgache est compris et parlé partout. S'il comporte une variété dialectale, elle ne dépasse pas celle qu'on peut observer en Italie.

On trouve là, indéniablement, le ciment d'une nationalité. Unité religieuse aussi : celle d'un christianisme à peu près partout reconnu. Les musulmans, la plupart des ismaéliens, sont une poignée, et presque personne n'ose plus se dire païen. Mais surtout unité synchroniste au-delà du christianisme. Les morts règnent à Madagascar. Catholiques et protestants en sont obsédés comme naguère les païens. Enterrements et exhumations périodiques sont les grands événements de l'année. La psycho-

logie religieuse de Madagascar reste animiste, culte des morts protecteurs ou persécuteurs des villages, caractère sacré du riz ou du bœuf. Cet animisme pénètre toute la vie sous le « masque social » de la religion. On peut sur ce point dire du Malgache ce que Marcel Griaule affirmait de l'Africain : « ...Le religieux, le juridique, le social, le technique reposent sur une conception du monde dont les principes métaphysiques se retrouvent dans chacun d'eux, d'une part, et que, d'autre part, chaque acte, fait ou chose comporte souvent une juxtaposition de plusieurs de ces aspects. »

Bien des anecdotes permettraient d'illustrer ce caractère religieux de la politique, avec tout ce qu'il comporte d'ésotérisme. Je sais, lors de récentes élections, des leaders politiques élevés à l'européenne et occupant de hautes situations qui ont échangé des serments, la nuit, devant le tombeau de la reine. Non pas romantisme, mais référence à ces morts qui gouvernent les vivants. Il est mince aussi, le vernis de l'assimilation.

A ces facteurs naturels d'unité, la colonisation française a ajouté son extraordinaire capacité d'uniformisation. De 1885 à 1895, nous avons trouvé une île désunie, mal soumise à l'impérialisme hova de la reine. Gallieni a imposé un système impérialiste uniforme. Il a mis partout en place des fonctionnaires appartenant à la race la plus évoluée, c'est-à-dire aux Merinas. La France, inconsciemment, a procédé à une « imérianisation » de Madagascar. Elle devait par la suite tenter de réagir, mais trop tard. Le fait n'est pas isolé, Lyautey a créé l'unité marocaine contre laquelle on improvisa en 1930 une politique berbère périmée. Alors qu'en un siècle et demi, nous avons forgé l'unité algérienne et, après trois ans de lutte nationaliste, le plan Champeix puis la loi-cadre ont prétendu naguère découper l'Algérie en tranches, politiques tardives et qui aboutissent à perdre sur tous les tableaux. Par son administration omni-présente et omni-compétente, la France a été le principal artisan de l'unité malgache.

### L'empreinte de l'Histoire

Cette unité a rencontré une Histoire. Car, au contraire de l'Afrique Noire, Madagascar a été fortement marquée par son Histoire assez récente. Quelques heures à Tananarive suffisent à s'en persuader. Montez au Rova, cette colline sacrée que couronne d'argent le palais de la reine. Un dimanche, mêlez-vous aux Malgaches, pieux comme à l'église devant les puérils souvenirs de Ranaivalona : son orchestre de singes mécaniques ou ses porcelaines rococos. Le lieu est exaltant, d'ailleurs, situé dans un des plus beaux paysages du monde, que dans la lumière de l'hiver les montagnes tout alentour se fas-

sent bleues et rouges, ou qu'au coucher du soleil s'empourpre l'étendue étincelante de la rizière, entre l'archipel des villages. A Madagascar, l'administration française n'est pas partie de zéro. Le roi Andrianampoinimerina est chargé de gloire. Déjà, des rois et des ministres avaient commencé de moderniser l'île. Un nom français est attaché à leur tentative, celui de ce Jean Laborde dont à Mantasoa on voit encore le haut-fourneau et les bâtiments manufacturiers, curieusement transposés de sa Bretagne natale. Il est enterré tout près de là, à la malgache, dans un tombeau de granit. Pour parler comme M. Malek Bennabi, la colonisabilité de Madagascar n'était pas totale. Passé assez pauvre, pourtant, bien des pages en sont cruelles, et, malgré leurs tourelles prétentieuses, les palais de Tananarive évoquent les cases de bois ancestrales. Qu'importe ! Ils alimentent les rêves des nationalistes, et le passé se mue en âge d'or. Première présence de l'Histoire au seuil de la politique.

L'apparition des Français avait coïncidé avec l'expansion merina. On croirait que notre colonisation a eu pour objet de la poursuivre. Gallieni, je viens de l'indiquer, fut moins le pacificateur de l'île que son unificateur. Unifiant l'île, il l'a encadrée par l'élément le plus évolué, ces merinas mêmes qu'il venait de vaincre. Seconde présence de l'Histoire, ces cinquante ans de nivellement au profit de l'Imerina. Ils ont prélué à l'événement qui marque encore la politique après douze ans : la rébellion.

Je n'insisterai ni sur ses origines immédiates demeurées obscures, ni sur les faits qui l'avaient préparée, de l'occupation anglaise aux batailles entre Français, sans compter les désastres des réquisitions et du néfaste Office du Riz. Mais cette rébellion pèse encore sur Madagascar comme un cauchemar. Les Européens sont imprégnés de sa peur et la confiance ne s'est pas rétablie. Les Malgaches gardent le souvenir des êtres hâves sortis des forêts où leurs sorciers les avaient entraînés et où ils moururent par dizaines de mille. Ils parlent aussi des excès policiers qui illustrèrent les tout premiers mois de la répression. On dirait que quelque chose a été cassé dans l'île à cette date.

Etrange rébellion ! Elle n'était pas nationaliste. Nul ne saura jamais si vraiment les nationalistes l'ont provoquée. Certains des plus redoutables parmi ses acteurs furent les tirailleurs démobilisés, après des années de loyalisme. M. Mannoni, dans son admirable *Psychologie de la colonisation*, l'analyse comme un phénomène de cette décolonisation qui n'est simple que sous la plume de certains théologiens en chambre. Elle fut un grand acte de désespoir de populations soudain privées de la rame coloniale, où s'appuyer, après que la colonisation ait elle-même détruit le tuteur de la tradition. Malgré sa beauté, une tristesse pèse sur Madagascar : qui dira si elle résulte

de cette épreuve, ou si plutôt le désespoir qui l'a provoquée ne lui survit pas ?

### Malaise malgache et nationalisme

Plus profond que les rivalités des tribuns et des partis, nous trouvons là le tuff politique de Madagascar. A Madagascar règne sinon ce désespoir tragique, au moins un malaise. Je le répéterai une fois de plus : nulle part le désarroi de la décolonisation ne se fait plus profondément sentir. Pourquoi cette idée est-elle pour moi associée au souvenir du marché de Tananarive ? Il est beau pourtant, ce marché, serré dans l'Y de la colline où, de part et d'autres, les maisons hovas étagent leurs façades de joujoux. Avec ses ruelles étroites, ses échoppes débordantes sur la chaussée, ses Indiens, ses métis, il est presque aussi beau qu'un marché chinois. On est en pleine Asie, déjà, la même qu'au Bazar de Bombay, qu'à Cholon, qu'à Hong-Kong, et que j'ai retrouvé aussi dans les enclos kolkhosiens de Moscou. Même à ce marché les visages ne se dérident pas.

Le malaise malgache s'habille du nom de nationalisme. Et certes, ici, la conscience d'une nationalité, liée à la langue commune et à des souvenirs historiques qu'on idéalise, est un fait réel. Pourtant, notre notion occidentale du nationalisme ne lui est pas adéquate. Romain Gary, dans la préface de *Racines du ciel*, prononce une condamnation des nationalismes exotiques à la fois vraie et injuste : « Même fausse, l'histoire de ce siècle a prouvé de manière sanglante et définitive que l'alibi nationaliste est toujours évoqué par les fossoyeurs de la liberté, qu'aucun droit de la personne humaine n'est toléré sur les voies triomphales des « bâtisseurs pour mille ans », des « géniaux pères des peuples » et des « épées de l'Islam », et qu'avec un peu d'habileté, un bon Parti au départ, une bonne police à l'arrivée et un rien de lâcheté chez l'adversaire, il n'est que trop facile de disposer d'un peuple au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. » Tout cela est vrai et tout cela est faux, encore une fois, car Romain Gary oublie le déséquilibre de toutes ces sociétés désormais sans fondement, ni personnel parce que la colonisation l'a détruit, ni colonial parce que la colonisation est finie et qu'il est bon qu'elle finisse. Ainsi va la marche du monde. Mais voici des peuples brusquement précipités de leur « petite histoire » locale dans les grands courants universels, jetés dans le remou de toutes les idées quand est entamée la vieille éthique qui leur permettrait de les ordonner. Peuples que mènent, qu'on le veuille ou non, leurs « évolués », c'est-à-dire les plus déracinés d'eux tous, souvent métis et en tout cas intellectuellement mélangés, pétris de deux civilisations contradictoires et ne tirant ni de l'une ni de l'autre un soutien moral. Man-

noni l'a bien noté : la rancœur du métis est toujours violente. Elle atteint son paroxysme (il le note aussi) chez les faux assimilés. Nous l'avons déjà dit à propos des origines de la rébellion.

Rien de cela n'est propre à Madagascar, mais ici tout s'exaspère d'insularité. Les sentiments des îles sont toujours plus violents : elles ont inventé la vendetta. Tout s'exaspère aussi de relents d'Histoire, comme d'une colonisation plus directe, plus niveleuse, plus insistante qu'ailleurs. On paie cher que Madagascar ait toujours eu son administration particulière, où on « faisait carrière » sur place, non sans s'identifier à la société européenne locale. Pour activer le bouillon de culture malgache, ajoutez une très grande ville, Tananarive. On peut en dire ce que Balandier écrit des villes africaines : « Cette souche urbaine reste entièrement à bâtir. Elle a besoin de chefs nouveaux, de valeurs nouvelles, de libertés d'expression et de création. En attendant que se réalisent ces conditions, la ville noire demeure le lieu où

*Tananarive, capitale de l'île inconnue.*

nombre d'hommes se débattent dans la misère, la soumission à la dure loi du travail sans joie ou de la futilité sans illusions. Ce tissu social reste trop distendu pour que le citadin y trouve cette chaleur humaine à laquelle son passé l'avait accoutumé. »

Encore une fois désarroi, sentiment d'abandon dans un monde où tout se refuse, voilà, au-delà de la conscience d'une nationalité réelle, la substance du nationalisme malgache, avec aussi ce paradoxe très bien analysé par Mannoni : « Il (l'évolué malgache) ne se rend pas bien compte du rôle qu'il joue. Tandis qu'en fait, et comme malgré lui, il travaille à démolir ce qui subsiste d'ordre traditionnel, il a cependant des aspirations réactionnaires et préconise un retour aux usages anciens. Cela s'explique probablement ainsi ; il a abandonné ces usages anciens et souffre inconsciemment de cet abandon. De là son désir de changement qui fait de lui un élément d'agitation capable d'accélérer l'évolution chez ceux qui ont conservé des attaches traditionnelles ; de là aussi, en même temps, son respect pour les temps anciens, si bien qu'il démolit en fait ce qui reste encore debout de ce qu'il rêve encore de conserver. » Instabilité qui s'exprime en une aspiration profonde à l'autorité. Cette frustration de la liberté des hommes au nom de la liberté des peuples, que Gary reproche à bon droit aux nationalismes exotiques, elle n'est pas seulement l'œuvre des « épées de l'Islam », mais de ceux mêmes qui s'y asservissent. Cette instabilité s'exprime aussi comme une attente. On attend l'autorité. On attend de cette autorité le retour de je ne sais quel âge d'or. Et la politique devient la projection de cette attente dans la mesure où elle n'est pas simplement un opium pour se délivrer de son angoisse.

On trouvera peut-être excessive mon insistance sur le nationalisme ? C'est que toutes les forces politiques réelles du pays se définissent par rapport à lui.

### Les forces politiques profondes

Madagascar présente ce caractère paradoxal que de tous les pays de la mouvance française il offre le plus le caractère d'une nationalité : unité linguistique, âme commune, nivellement administratif, nous l'avons vu, ont concouru avec l'Histoire. Mais il n'en est sans doute pas pour qui l'indépendance présente d'aussi graves périls. Toute force politique, nous venons de le dire, se définit par rapport au nationalisme, et jamais la satisfaction de ce nationalisme n'a rencontré tant d'obstacles.

Il en rencontre d'abord dans les divisions de l'île sous-jacentes à son unité, cette diversité si frappante pour qui conque aborde Madagascar. Une nation doit concourir au bien commun de ses membres. L'indépendance malgache totale, tout au moins, signifierait un affrontement

des dix-huit races de l'île. Le vernis colonial éclaté, leur vieille hostilité ressuscitera. Du moins jusqu'à ce qu'un tiers vienne y mettre son ordre...

D'autre part, la colonisation a endommagé, sinon détruit, la cellule de base de la société malgache : le village. M. Pierre de Chevigné, depuis tant calomnié, fût-ce à coups de *Pater noster*, l'avait bien compris, qui tenta de ressusciter la société paysanne à travers l'institution des Fokolona. En vain, car son effort ne fut pas poursuivi. M. Teitgen, ministre de la France d'Outre-Mer, reprit cet effort, diffusant une circulaire qui contenait un véritable code de la promotion rurale. M. Defferre, son successeur, renouvela cette initiative dans un des décrets d'application de la loi-cadre. Tentatives qui, par leur répétition même montrent à la fois l'urgence de cette résurrection et son inexistence. Or, une élite flottant dans une stratosphère politique au-dessus des masses *amorphes* (au vrai sens du terme) ne constitue pas une nation. Et les risques sont graves : cette élite peut faire du pays une sorte de Liberia qu'elle colonise à son profit ; un pays qui a perdu ses structures est une proie marquée pour le communisme.

Madagascar indépendant se trouverait en présence d'un terrible problème économique. Déjà l'île est en retard. Jusqu'à 1945, la France n'en a que peu investi. La rébellion fut un désinvestissement ; surtout elle a empêché que Madagascar bénéficiât de la première tranche quadriennale du Plan. L'infrastructure est très insuffisante : une seule route goudronnée de Tananarive à Fianarantsoa. L'île est éloignée des voies mondiales, elle n'a pas de port naturel (sauf Diégo-Suarez qui est éloigné des régions économiques). A l'intérieur, on transporte le café par avion.

C'est dire que l'indépendance malgache — nous parlons toujours d'une indépendance totale — serait immédiatement menacée — et submergée — par la colonisation de remplacement. Américaine ? non... Soviétique ? plus tard... Pour le moment, le risque, c'est l'Inde. Océan Indien doit en Hindi se dire *Mare Nostrum*. Le sort de l'île Maurice est exemplaire où trois cent mille Indiens submergent les trente mille Mauriciens. Sous cette pression, l'Angleterre viole les traités de 1814 et ne continue plus l'enseignement en langue française, pourtant garanti. Mais l'Inde, nous ne le répéterons jamais trop, n'est qu'un géant d'argile. Elle ne doit son indépendance précaire, nous l'avons déjà dit ici, qu'aux rivalités entre la Chine et l'U.R.S.S., l'une et l'autre peu soucieuses de voir son partenaire s'en accroître. Indépendance bien précaire quand est déjà communiste un des Etats du Dekkan, quand le Nepal, dont la frontière voisine Delhi à cent-soixante kilomètres, est tombé dans l'orbite soviétique. Est-elle même indépendante, ou le « neutra-

lisme positif » de M. Nehru n'est-il pas plutôt la rançon payée pour une façade d'autonomie ?

Et pour Madagascar, le péril extérieur vient se conjuguer avec le danger interne : le communisme constitue la force politique peut-être la plus organisée de l'île. Certes, le Haut-Commissariat nous annonce périodiquement son déclin. Pour tel ou tel de ses transfuges, on nous convie au festin du veau gras. Singulière illusion ! L'amibe communiste peut se dilater ou se rétrécir : le noyau, lui, reste solide. Il absorbe, digère toutes les rancœurs. Il s'en renforce. Aujourd'hui, après diverses transformations, il se baptise Parti de l'Union du Peuple Malgache. Ici, comme dans tous les pays sous-développés, il est un phénomène bourgeois. Il ne se soucie guère de ces foules que Lénine jugeait « justes bonnes pour le syndicalisme ». Il mise sur les étudiants et les intellectuels, tous bénéficiaires du système social actuel. On mise, à Moscou, sur leur malaise, leur déséquilibre déjà analysé, le fait que la décolonisation apporte d'abord son trouble parmi eux. Le Parti recrute ses cadres à Paris et nous voudrions jeter un cri d'alarme : sur 800 étudiants malgaches en France, on peut affirmer que 600 sont communistes : des merinas pour la plupart. L'imérianisation de l'île par notre administration débouche à travers eux sur les Soviets. A Madagascar, délaissant les masses, le communisme joue pour demain.

### Éléments pour une solution

J'ai longuement insisté sur les données du problème malgache. On m'en excusera, car il est mal connu. Reste désormais à savoir si la solution que tente d'y apporter la Constitution est la bonne.

Or cette solution répond aux données. L'indépendance satisfait au nationalisme. La Communauté garantit des périls extérieurs. Dans leur autonomie, les Malgaches peuvent aplanir ou équilibrer eux-mêmes leurs diversités. Disons plus exactement que le cadre juridique a été tracé d'une main assez sûre pour permettre la solution.

Mais, m'objectera-t-on, dans un tel pays ce qu'on accorde compte, certes, mais aussi à qui on l'accorde. Autant que l'instrument politique importent les hommes à qui on le confie. Le gouvernement de M. Tsiranana est-il apte à capter les forces vives de Madagascar ?

Voici quelques mois j'aurais répondu : « Non. » J'en suis moins sûr aujourd'hui. Certes, le parti socialiste, baptisé social-démocrate, fut, à l'origine, monté de toutes pièces par le Haut-Commissariat. A l'origine, ce parti fut surtout un tissu d'intérêts — un réseau serré dont les mailles s'étiraient de la Cité Malesherbes et de certains bureaux de la rue Oudinot au palais du Haut-

Commissaire et à tous les postes pourvus ou à pourvoir dans l'île. Il évoquait certains agrégats de protozoaires, et, comme eux, il semblait friable.

Depuis lors, il a reçu cette force que confère déjà la durée. Son existence a fini par lui donner vie, son implantation une assise. D'autre part, et sans qu'il faille s'exagérer leur appoint, il a su répondre à certaines aspirations des côtiers. Il a pris valeur au moins d'instrument de transition toujours fortifié de la désunion de ses adversaires. Des langues un peu malignes ajoutent que le cyclone est venu le sauver à point nommé. C'est un fait que ce désastre, la trêve qu'il a entraînée, les subsides qu'il a drainés ont renforcé M. Tsiranana. Tout cela joue, mais plus encore le fait d'avoir pu brandir comme un trophée l'indépendance nationale. M. Tsiranana a émoussé les armes de ses ennemis.

Est-ce assez ? Je n'ai point d'informations suffisantes pour conclure. L'édifice politique bâti par l'actuel Premier ministre me semble pourtant assez fragile. Il n'acquerra de vraie solidité que par une réconciliation avec les forces profondes de l'île : les religions. Ces forces sont divisées, catholiques contre protestants, et catholiques entre eux, et protestants entre eux. Cette division assure le parti social démocrate contre certains adversaires. Elle lui soustrait aussi les seuls éléments qui permettraient une lutte en profondeur contre le communisme.

Ce manque d'assise réelle rend difficile la solution de questions très immédiates, tel le retour des parlementaires malgaches. On ne peut plus jouer le jeu subtil et commode de voter les amnisties en agissant pour leur rejet. Mais chaque retard apporté à un retour autrefois réclamé peut être interprété comme un aveu de faiblesse.

Petit côté d'un grand problème. Il indique pourtant le grave danger auquel s'expose — et nous expose — le Gouvernement de Madagascar à laisser dans une confuse opposition la seule force politique profonde du pays. En face du communisme, une seule force politique pourrait être dressée, celle qui s'inspirerait de ce sentiment religieux qui est l'âme même de Madagascar. Les oppositions confessionnelles sont un obstacle : il serait moindre si certains bureaux ne s'employaient pas à l'accroître. Que ne pourrait Madagascar si, en une sorte de *new deal* des émotions, on savait tirer de son sentiment religieux, une exaltation civique.

Alors, la millénaire oppression des morts enfin sublimée, alors les ferveurs secrètes d'un peuple muet en force de construire, Madagascar deviendrait elle-même sans que l'Union indienne, ou l'U.R.S.S. ou la Chine soit la captive, soit la capture.

Georges LE BRUN KERIS.

# Faut-il se convertir au libéralisme ?

**L**E temps de la déception est apparemment venu pour ceux qui croient à la supériorité d'une démocratie économique « consciente et organisée ».

Le libéralisme économique paraît gagner chaque jour de nouvelles positions au sein du monde occidental. Le « miracle allemand » n'est plus un phénomène isolé. La prospérité retrouvée est, pour une part, à l'origine de la faveur persistante dont bénéficient les conservateurs en Grande-Bretagne et l'administration républicaine aux États-Unis.

La France ne se trouve-t-elle pas bien, à son tour, d'avoir, à l'appel de M. Pinay, jeté aux orties son tablier dirigiste ? Comment la science de M. Rueff, les sages admonestations du président du C.N.P.F., l'abondance des bulletins de victoire ne finiraient-elles pas par vaincre ses dernières réticences ? Le soleil trop ardent, en mettant le feu à quelques prix, perturbe momentanément le déroulement et l'orthodoxie de l'expérience. Mais au-delà de ces difficultés accidentelles se dessinent déjà pour 1960 des perspectives d'expansion presque aussi brillantes que celles des autres nations occidentales.

Les plus hautes autorités monétaires internationales estiment dès lors qu'il n'y a plus lieu de différer longtemps l'application d'un libre échangeisme intégral dans les relations internationales.

Situation paradoxale, alors qu'il n'est plus besoin d'être astrologue pour lire dans le ciel des signes inquiétants pour le prestige et l'avenir du capitalisme libéral.

En réalité les « miracles » évoqués ont leurs limites et leur explication, qui ne sont pas forcément à l'avantage du libéralisme. A ne retenir que l'exemple français, une analyse attentive des conditions de l'expérience engagée en décembre 1958 montre que le libéralisme ne saurait fournir de solutions valables à nos problèmes économiques.

Il est inutile de décrire de nouveau la situation économique à la fin de 1958 et les circonstances dans lesquelles l'ensemble de mesures improprement appelées « opération Rueff » ont été élaborées (1). Avant de

porter au crédit ou au passif du libéralisme les résultats obtenus, il convient de distinguer soigneusement les trois éléments essentiels de cette expérience composite faite de rigueur technique, d'action psychologique et d'illusion doctrinale.

## Fondements techniques de la politique économique du gouvernement

Le principe du mécanisme technique mis en œuvre était moins simpliste et moins libéral qu'on ne l'imagine communément. Il tendait, par des effets simultanés de relance et de freinage, à éviter un traumatisme grave à l'économie française, audacieusement remise en contact avec les économies étrangères.

Les procédés utilisés étaient, à certains égards, révolutionnaires. Une politique de franche libération des échanges succédait brusquement à plusieurs décennies de rigoureux protectionnisme. Les risques calculés, courus à cette occasion, ne pouvaient l'être que grâce aux progrès réalisés au cours des dernières années dans l'analyse et la prévision économique. Ceux-ci permettaient de mesurer, au moins schématiquement, les conséquences directes et indirectes d'actions destinées à s'épauler et à se corriger les unes les autres : libération des échanges, dévaluation, économies budgétaires, taxations, hausses de prix, majorations provoquées des salaires, forte augmentation des investissements publics.

Quelques-uns des effets obtenus sont spectaculaires. La balance commerciale, fait sans précédent, se solde, plusieurs mois durant, par un léger excédent vis-à-vis de l'étranger. Le redressement des exportations paraît durable. Les rentrées de devises créent sur le marché une abondance de moyens monétaires qui permettent au Trésor, malgré l'impasse, d'accroître ses réserves.

D'autres résultats, moins brillants, sont à peine moins significatifs. La récession redoutée ne s'est pas produite. La reprise de la production industrielle au printemps, celle des investissements attendue pour l'automne, l'arrêt au deuxième trimestre de la détérioration du pouvoir

d'achat des salaires horaires (continue depuis le milieu de 1957), l'amélioration de la conjoncture internationale sont au contraire des facteurs d'expansion.

Les hausses de prix actuelles pourraient, il est vrai, compromettre le succès de l'expérience et faire disparaître deux conditions essentielles de l'expansion : la compétitivité des entreprises françaises sur le plan international et la croissance du pouvoir d'achat des consommateurs.

Aucun déséquilibre fondamental ne justifie actuellement un sérieux « dérapage ». Mais les faits économiques ne sont pas une matière inerte soumise à des lois « mécaniques ». Ils expriment les comportements des hommes et des forces qui sont aux prises dans le système économique.

Pour mieux maîtriser les événements, M. Pinay, prisonnier de son personnage et de sa légende, devait, au-delà des travaux d'experts, chercher de préférence à se concilier les faveurs et à se ménager le concours efficace des hommes qui tiennent les leviers de commande économiques.

### M. Pinay à l'école de l'action psychologique

Ce serait dès lors prendre une vue partielle de la politique économique de décembre que de négliger la part d'action psychologique qu'elle comporte. Une opération « séduction » a été engagée, caractérisée par les diverses mesures irritantes ou pittoresques qui ont précédé ou suivi la loi de Finances 1959 : l'amnistie fiscale, la réduction des droits de succession, la frappe des Nouveaux Francs à l'effigie de « la Semeuse » et même par quelques tentatives infructueuses de faire adopter par le gouvernement certaines restrictions à l'exercice des droits syndicaux.

Certes, le ministre des Finances a dû, en décembre, et non sans courage, avaliser diverses mesures — dévaluation, majorations d'impôts, accroissement des dépenses budgétaires d'investissements — contraires aux principes qui avaient jusque-là soutenu sa réputation et sa popularité.

Il était d'autant plus nécessaire que son entêtement légendaire donnât toute sa mesure dans la bataille pour maintenir « l'impasse à 600 milliards », clef et symbole du redressement, fondement de la confiance, sauvegarde ultime de la monnaie.

La faveur rencontrée par une telle affabulation est à priori, surprenante.

C'est une erreur grossière que d'assimiler le budget aux comptes de la ménagère. Dans des proportions croissantes, le budget est aussi instrument de redistribution des capitaux et des revenus. La « santé » de l'économie et des finances dépend d'un choix judicieux des domaines où l'intervention de l'Etat est jugée nécessaire. Elle est également liée à la compatibilité des recettes et

des dépenses publiques destinées à financer de telles opérations avec la situation des marchés monétaire et financier.

Le montant de l'impasse par lui-même ne donne aucune indication valable à cet égard. Dans telle conjoncture une impasse même faible peut être inflationniste, dans telle autre, une impasse forte peut être aisément supportée.

Mais on n'attribue pas impunément, pendant plusieurs années des propriétés quasi-magiques au maintien de l'impasse à 600 milliards. Un relèvement substantiel de ce plafond risque désormais d'entraîner des réactions psychologiques de défiance préjudiciables à la stabilité monétaire. Le mythe est devenu réalité, du moins pour les milieux d'affaires.

Peut-être la psychanalyse relèverait-elle que cette « cristallisation » sur le problème de l'impasse n'est pas tellement illogique et se relie sans doute au rêve périmé d'un Etat strictement confiné dans son rôle administratif et laissant au secteur privé l'exclusivité des décisions et des responsabilités en matière économique.

Cet accord profond du ministre des Finances et des responsables de l'appareil économique explique pour une part les résultats obtenus : le rétablissement de la confiance dans la monnaie, les rentrées de devises, la discipline généralement observée dans les milieux industriels en matière de prix. Les premières difficultés sont venues de petites et moyennes entreprises du secteur de distribution, naguère bastion du poujadisme, traditionnellement peu organisées et peu réceptives aux mots d'ordre de la profession. Après avoir opposé d'abord une prudente mais tenace résistance aux mouvements de baisse souvent enregistrés à la production, au cours du premier semestre, le commerce est franchement sorti de sa réserve en amplifiant et en généralisant les hausses importantes mais localisées dues à la sécheresse.

Les conséquences de cette fausse manœuvre ne peuvent que mettre davantage en lumière les inconvénients du choix politique de M. Pinay et donner aux agriculteurs et aux salariés une nouvelle confirmation du caractère mystificateur du libéralisme, moyen pour la classe économiquement dirigeante de couvrir du manteau de la science la défense plus ou moins habile, mais toujours acharnée, de ses intérêts et de ses privilèges.

### Fin d'une illusion

La doctrine n'en continue pas moins de faire illusion. Un certain nombre des experts, auteurs du plan de décembre, n'avaient en vue que de mettre en place les moyens de surmonter une crise aiguë.

Pour d'autres, au contraire, les mesures de décembre se suffisent à elles-mêmes et peuvent, quasi-indéfiniment, tenir lieu de politique économique. Les finances publiques une fois rééquilibrées — à cet égard, le budget de

1960 fait preuve de la même rigueur que celui de 1959 — les pouvoirs publics n'ont plus à intervenir. Les conditions sont de nouveau réunies pour que jouent les lois du marché et pour que fonctionnent automatiquement les mécanismes régulateurs. La concurrence extérieure et intérieure empêche la hausse des prix. L'épargne dès lors se reconstitue. Un marché financier peut se recréer sur des bases saines. Les entreprises sont de nouveau incitées à investir.

Ce raisonnement pêche par ignorance de la structure actuelle des marchés et, plus généralement, des réalités d'une vie économique faite de tensions entre des forces et des intérêts opposés, qui tendent en permanence à modifier l'équilibre à leur profit. La « politique » du laisser-faire ne peut favoriser ni la justice ni le progrès économique.

En fait, tout au long de l'année 1959, les pouvoirs publics ont été contraints d'intervenir, tantôt pour relancer l'activité dans certains secteurs — avantages fiscaux pour certains investissements, assouplissement des règles relatives à l'achat des automobiles à tempérament — tantôt pour combattre des tendances inflationnistes — libérations supplémentaires des échanges et, dans la période récente, retour à la taxation pour de nombreux produits.

Mais en dehors de ces actions limitées et de caractère d'ailleurs traditionnel — à l'exception toutefois de la libération des échanges — et au-delà même de l'aggravation récente de la tension sur les prix, la nécessité se fait chaque jour davantage sentir d'une intervention permanente, aussi bien pour prévenir les accidents de conjoncture que pour établir les conditions d'une croissance soutenue et durable dans un climat de paix sociale.

#### Impuissance du libéralisme à prévenir les accidents de conjoncture

Sans doute, une meilleure connaissance de la vie économique, liée au progrès des méthodes d'analyse — statistiques, comptes de la nation — a-t-elle permis, dans la plupart des pays occidentaux d'éviter, depuis 1945, le retour de crises cycliques de conjoncture aussi graves que celles de l'avant-guerre. Il n'y a toutefois pas lieu d'être entièrement satisfait.

Des crises mineures se sont produites, suffisantes pour créer, entre pays occidentaux, des distorsions importantes dans les rythmes d'expansion. L'existence de ces inégalités freine le développement des échanges internationaux. Fait plus grave, la succession rapide de phases d'expansion inflationniste et de phases de déflation brutale impriment aux économies une série de secousses dont les effets économiques et sociaux sont toujours néfastes. Les rapports des commissions Cohen et Radcliffe en Grande-Bretagne, ont récemment insisté sur ce point. Les orga-

nismes internationaux, à leur tour, ont pris conscience du caractère contagieux de ces maladies de l'économie et cherchent actuellement, notamment à l'échelon européen, à mettre au point un système d'informations mutuelles et d'organisation commune de la lutte anti-cyclique. Ces travaux reconnaissent tous l'impossibilité de se fier à des mécanismes régulateurs.

Le plein emploi est aujourd'hui l'un des objectifs essentiels poursuivis par toutes les nations occidentales. Il ne faut donc plus compter sur l'existence d'une forte réserve de chômage pour modérer les hausses de salaires.

De même, la concurrence — exception faite toutefois de la concurrence internationale — est de moins en moins aujourd'hui facteur de baisse de prix. Souvent, les entreprises les mieux placées, plutôt que de « casser » les prix, chercheront à accroître leurs marges d'autofinancement et leurs investissements, soit pour conquérir de nouveaux débouchés à l'extérieur, soit pour lancer de nouveaux produits sur le marché.

Dans de nombreux cas également, les entreprises les plus dynamiques sont tentées de profiter de leur avance sur leurs concurrentes pour consentir des avantages nouveaux à leur personnel. C'est le moyen, en période de plein emploi et à fortiori de suremplei, d'attirer et de conserver une main-d'œuvre de qualité, tout en maintenant dans l'entreprise un climat social favorable à de nouveaux accroissements de production et de productivité. A la longue, cette politique peut conduire à l'élimination, par manque de personnel qualifié, des entreprises marginales, sans qu'une baisse de prix se soit produite. A leur tour, les salariés des secteurs moins favorisés chercheront naturellement à obtenir des majorations de salaires analogues, déclenchant ainsi, s'ils obtiennent satisfaction, une majoration des prix de revient et une nouvelle vague de hausse des prix.

Faut-il dès lors se résigner à laisser le processus inflationniste se généraliser jusqu'au point où une nouvelle « opération Rueff » redeviendrait inéluctable ?

Pour briser ce cercle vicieux, il ne reste, semble-t-il, qu'un moyen. Les méthodes d'analyse économique expérimentées au cours des dernières années permettent désormais de préciser avec une approximation suffisante les conditions et les limites, à l'échelon national, de l'expansion susceptible d'être réalisée sans inflation au cours de l'année à venir. Il semble donc que le moment soit venu de jouer cartes sur table et de mettre les organisations de salariés ou d'agriculteurs, au même titre que les organisations patronales, en mesure d'apprécier, en toute connaissance de cause, les perspectives économiques. Ce pourrait être l'occasion d'un examen réaliste, aux divers échelons, des possibilités d'amélioration de revenus offertes par la conjoncture, mais aussi des seuils critiques à ne pas franchir.

Cette coopération des pouvoirs publics, non plus avec les seuls éléments dirigeants de l'économie dans le sys-

tème actuel, mais avec les représentants de toutes les catégories sociales, n'exclut pas la mise en œuvre de réformes particulières dans certains secteurs. Elle peut même faciliter leur réalisation.

Le secteur de la distribution doit être modernisé et réaliser des gains de productivité analogues à ceux des autres grands secteurs d'activité. Plutôt que de courir l'aventure de nationalisations partielles, telles que, par exemple, la création d'un Office de la viande, les pouvoirs publics paraissent actuellement vouloir faciliter le développement de formules nouvelles de distribution à haut rendement dont les premiers super-marchés français ou des magasins de type révolutionnaire, tels, par exemple, ceux créés par Edouard Leclerc et la Société Saveco. Dans les cas les plus difficiles, comme celui de la viande, il semble que le concours actif des organisations professionnelles, l'adoption de quelques dispositions réglementaires et la création d'un minimum d'infrastructure devraient mettre fin aux gaspillages engendrés par une organisation quasi-médiévale.

Mais il ne faut pas se dissimuler que, pour les produits agricoles ou alimentaires, cette modernisation implique d'importants investissements. L'ampleur des conséquences du gel de 1956 ou de la sécheresse de 1959 devrait néanmoins inciter les pouvoirs publics et les intéressés à consacrer à la prévention de ces « accidents » agricoles des moyens financiers suffisants (création de capacités de stockage, développement et modernisation de l'industrie des aliments du bétail, etc.).

### Nécessité d'une planification

Mais il s'agit déjà de tâches de plus longue haleine à inscrire parmi les objectifs du plan. La notion de planification est une dimension qui fait totalement défaut à l'univers économique des libéraux. La nécessité d'une telle institution n'est plus en France à démontrer. L'opinion est de plus en plus avertie des implications de la compétition économique engagée entre l'Est et l'Ouest. Le maintien prolongé d'une disparité importante entre les taux d'expansion des régimes dits socialistes et ceux des nations occidentales poserait à ces dernières de sérieux problèmes politiques, à l'intérieur et dans leurs relations avec les pays sous-développés. La rapidité du progrès technique suffirait d'ailleurs à elle seule à justifier la nécessité de prévoir à temps les adaptations nécessaires. Enfin, le laisser-faire ne paraît pas en mesure de résoudre les problèmes posés par une expansion démographique.

L'opinion, aujourd'hui informée des objectifs spécifiques de la planification — enseignement, énergie, grands projets africains, machines-outils, etc. — est sans doute moins consciente des problèmes posés par l'harmonisation de ces divers projets entre eux et avec le développement de l'économie dans son ensemble. Les méthodes

destinées à préciser les conditions d'une croissance équilibrée, mises en œuvre pour la première fois à l'occasion de l'élaboration du III<sup>e</sup> Plan, se sont perfectionnées et joueront vraisemblablement un rôle plus important encore dans la préparation du IV<sup>e</sup> Plan. Il semble même qu'à cet égard, la France ait pris de l'avance sur la plupart des autres nations occidentales.

Le premier rapport de la Communauté économique européenne sur la situation économique dans les pays de la Communauté notait déjà qu'en France « les perspectives de développement économique sont... très vivantes dans l'opinion ouvrière » (p. 311). Confirmant la justesse de cette observation, la C.F.T.C., dans des conditions rapportées en leur temps dans cette revue fait de la planification le thème de son dernier Congrès. Cette initiative a eu un certain retentissement, jusqu'au sein du Congrès de la C.G.T.

Les experts du Marché commun auraient pu ajouter que la question passionne tout autant un certain nombre de dirigeants d'organisations paysannes, désireux de fixer à leurs Fédérations des objectifs plus ambitieux et plus conformes à l'intérêt de l'agriculture et de l'économie en général que le lobbying traditionnel pour le relèvement des prix agricoles.

Une chance est ainsi offerte à la France de tenter une expérience démocratique unique en Occident, en associant étroitement d'authentiques représentants populaires à la construction de son avenir économique.

Ainsi, qu'il s'agisse de problèmes économiques à court ou à long terme, la direction des opérations ne peut être abandonnée à la banque ou au monde des affaires : ce qui est, toute affabulation pseudo-scientifique mise de côté, la solution libérale. L'apparent succès de la formule en Allemagne ou aux États-Unis ne doit pas induire en erreur. Son application en France ne serait valable, ni techniquement — les vues des intéressés seraient trop limitées, ainsi que leur capacité à s'imposer une discipline — ni politiquement — une telle délégation de pouvoirs sera toujours vivement contestée.

Poser ainsi le problème permettrait de dissiper le malentendu qui est à l'origine du malaise actuel. Les pouvoirs publics ont adopté des mesures économiques techniquement peu critiquables, mais ont choisi de les appliquer dans des conditions politiquement peu admissibles, rendant plus difficile la prise de conscience par les syndicats et l'opinion des sévères exigences d'une politique d'expansion.

Les solutions insuffisamment démocratiques conduisent toujours à une impasse.

Pierre DECAMPS.

(1) Voir l'article intitulé : « Expansion, équilibre : une fausse alternative ? » dans le numéro 14 de *France-Forum* (février 1959).

## LE BAL MASQUÉ

**E**NFIN une représentation digne de la première scène lyrique française et qui peut soutenir la comparaison avec les meilleures réussites des festivals internationaux.

Le public est devenu difficile tant en ce qui concerne l'interprétation que la présentation d'une œuvre, et telle distribution éclatante laisse aujourd'hui les spectateurs de marbre, devant une mise en scène inexistante et des décors conventionnels !

Pourquoi l'Opéra aurait-il dû demeurer prisonnier de ce qui se chante au détriment de ce qui se joue sur la scène ?

Or voici que l'effort accompli lors de la création du Dialogue des Carmélites vient d'être renouvelé par une reprise qu'on pourrait qualifier de banale, puisque « Le Bal Masqué » fait partie de l'ancien répertoire et n'est pas considéré comme l'un des chefs-d'œuvre de Verdi. Chef-d'œuvre, non sans doute, mais œuvre capable de retenir l'attention, car dans la carrière du maître italien elle marque un tournant

*Rénovation à l'Opéra.*

et ouvre la voie à une nouvelle manière qui donna au monde Aïda, Othello, et Falstaff. Or les Français font volontiers partir son évolution de Don Carlos, sans doute parce que cet ouvrage a été composé spécialement pour l'Opéra de Paris, sur un texte français et d'après une esthétique qui donna l'essor à ce qui fut notre grand Opéra pendant les trois quarts du dix-neuvième siècle.

Mais il peut sembler préférable, pour des motifs inverses, de faire, à l'instar des Italiens, une place plus haute au « Bal Masqué », car la musique, loin d'être enfermée comme Don Carlos dans un moule étroit et quelquefois artificiel, malgré la même tendance vers un style nouveau (esquisse de polyphonie dès le prélude, écriture plus attentive et plus serrée dans l'ensemble) coule naturellement des sources d'inspiration du maître : d'abord *l'amour...* ici un amour naissant et pur dont la qualité est justement soulignée par les accords de harpe qui accompagnent le duo du troisième acte ; puis... *un conflit pathétique...* : le drame d'une de ces belles amitiés masculines qu'une femme traverse... ; enfin... *une spontanéité d'écriture* capable d'engendrer une certaine légèreté. Et justement, le fait pour une œuvre dramatique de comporter le dessin d'un personnage comme celui du page Oscar témoigne d'une souplesse d'expression déjà mûrie et préfigurant les courbes malicieuses ou si franchement gaies de Falstaff !...

A cause de l'on ne sait quel conflit politique ayant pu, vers 1859, opposer la Suède à l'Italie, le thème du « Bal Masqué » a été remanié, et pendant près d'un siècle on a joué cet opéra sur un livret invraisemblable, prêtant à sourire. Tout l'intérêt de la reprise actuelle réside dans la restitution, en italien, de la trame initiale qui avait inspiré Verdi, et qui place les trois héros du « Bal Masqué » dans une vraie tragédie et non dans un drame boulevardier de la jalousie. En particulier, la mort du roi, dans son uniforme blanc, atteint à un sommet d'émotion comparable davantage à celle de l'Aiglon, par exemple, qu'à celle du soupirant de Nedda dans Paillasse ! Quant à la musique, elle s'écoute ici avec recueillement, tant elle est dépouillée, simple de lignes, comme les périodes d'un oratorio, évoquant déjà les pages émouvantes du « Requiem ».

La présentation de l'ouvrage déjà remarquable dans les actes précédents atteint au dénouement la perfection tant par la somptuosité des décors et des costumes que par l'ingéniosité du dispositif permettant une évolution des acteurs sur trois plans et dans trois salles de danse. Et, là encore, ne peut qu'éclater l'innovation apportée par Mme M. Walmann dans l'art de la mise en scène, car on n'avait jamais vu, à l'Opéra, évoluer les chœurs avec tant d'aisance et de vérité.

Mais il faut également féliciter la Direction qui a su apporter à la présentation du « Bal Masqué » non seulement le respect de la vérité historique se traduisant par des détails tels que le souci d'assortir la pâleur du ciel nordique aux manteaux des personnages, mais aussi des qualités qui sont l'apanage de la France : la mesure et le goût. Ainsi, l'apparition dans la scène du bal d'une danseuse vêtue de bleu nattier a su évoquer les grâces héritées de la Guimard, en harmonie avec le ton de rose pâle de l'habit à basques d'Oscar, frère jumeau de Chérubin, que porte avec désinvolture l'excellente vocaliste qu'est Mady Mesplé.

Les autres interprètes sont d'ailleurs tous remarquables tant par leur vaillance vocale que par les accents sincères de leur jeu.

Tony ERENA.

## LE VISAGE

*Un sage ne voit pas la même ombre qu'un fou.*

William Blake.

**C**OUVERT de lauriers au Festival de Venise 1959, « Le Visage » comble les admirateurs de Bergman car ce film offre une remarquable synthèse de la maîtrise technique et des thèmes d'inspiration du réalisateur du « Septième Sceau », des « Sourires d'une nuit d'été », de « La nuit des Forains », des « Fraises sauvages ». Certains que la « bergmanomanie » irrite qualifient au contraire tics et procédés ce que nous appelons style.

Ingmar Bergman est l'égal de ses grands maîtres : Sjöestroem et ceux à qui on doit l'âge d'or du cinéma muet suédois, les fameux expressionnistes allemands, le Cocteau d'« Orphée ». Avec « Le Visage », on songe aussi à « La règle du jeu », de Renoir, et aux « Visiteurs du soir » de Carné.

La forme est admirable : fascinante beauté des images, perfection dans l'emploi des clairs-obscur, violence des contrastes entre ombres et lumières, saisissants gros plans des visages et des yeux, habileté d'un montage elliptique, exceptionnel talent des interprètes, rigoureuse construction d'un récit complexe où se mêlent la désinvolture, l'angoisse, l'ironie, le pathétique, l'irrespect, l'insolite et la poésie.

En des termes nouveaux, Bergman poursuit dans « Le Visage » sa quête fiévreuse, passionnée de la vérité : vérité de l'homme, vérité de l'art, vérité du surnaturel; quête qui ne rencontre sur sa route mystique que réponses ambiguës, incertaines. Le mystère des rapports du vécu et du rêvé, du visible et de l'invisible demeure et laisse les humains dans l'insécurité et le doute tragiques. Autant et peut-être davantage qu'un cinéaste, Ingmar Bergman est un dramaturge et il semble bien qu'il ne se sert du langage cinématographique que parce que c'est le moyen le mieux adapté aux exigences de ce temps pour exprimer une pensée, des idées, des problèmes, des inquiétudes.

Nous retrouvons dans « Le Visage » (son vingtième film) les questions métaphysiques auxquelles ses œuvres précédentes nous avaient accoutumés sans nous lasser, car elles sont inséparables de l'essence de la condition humaine : qu'est-ce que la vie, l'amour? Pourquoi la mort, la souffrance? Dieu existe-t-il? Le monde a-t-il un sens? Que croire? Quelle sera l'issue du conflit entre matérialisme et spiritualisme?

Riche en symboles, la dramatique histoire que conte « Le Visage » baigne dans un climat hoffmanesque, dans une atmosphère oppressante. Tandis que s'annonce le crépuscule du siècle romantique, tandis que les théories illuministes et occultistes sont mises à la redoutable épreuve de la critique scientifique, Vogler, illusionniste, magicien, magnétiseur, pénètre avec sa troupe en Suède; il est accueilli dans un château proche de Stockholm par des notables parmi lesquels deux « esprits forts » : le prétentieux préfet de police de la capitale et un médecin rationaliste agressif (une sorte de M. Ho-

*Une atmosphère étrange, inquiétante.*

mais intelligent) qui désirent démasquer son « charlatanisme » offense et provocation à la Science. Mais ni le mage Vogler qui porte une barbe d'allure messianique, ni son adversaire fanatiquement positiviste ne triomphent; le dénouement laisse le débat ouvert; c'est sur un point d'interrogation que Bergman conclut.

De ce « Visage » étrange, énigmatique, insaisissable, où les personnages ont plusieurs faces, les incidents plusieurs significations, quatre thèmes émergent : la sensualité érotique, un satirique et troublant affrontement de la crédulité et du scepticisme, la déchirante dualité du comédien hâbleur et démiurge, une équivoque paraphrase de la vie et de la Passion du Christ. Le finale en forme d'opérette viennoise est assez inattendu... Dans son obsédante recherche de la vérité qui ressemble parfois à un fantastique jeu de cache-cache avec Dieu, Bergman ne pourra pas toujours s'en tirer, comme il le fait au cours des dernières séquences de ce film, par une habile pirouette.

Henri BOURBON.

## OU VA LE NOUVEAU ROMAN

« **DANS LE LABYRINTHE** », de M. Robbe-Grillet (1), attire une fois de plus l'attention du public qui lit, sur le *nouveau roman*, ou ce qu'il est convenu d'appeler ainsi. A vrai dire, ce pavillon qui est le pavillon noir des Editions de Minuit couvre une marchandise bien hétéroclite. Il n'y a à peu près rien de commun entre des écrivains aussi différents par l'inspiration et le style que MM. Robbe-Grillet, Michel Butor, Claude Simon, Robert Pinget, Samuel Beckett ou encore Mme Nathalie Sarraute, qu'un certain *sérieux*. Dans ce clan, on ne badine pas avec la littérature : elle y est devoir, non divertissement. Déjà, à la suite de M. Jacques Laurent, les hussards de l'an 50 s'éloignent ; leurs petits chevaux fatigués par les exercices du manège soufflent un peu, ils ont besoin de foin. Et c'est le moment où survient, en cahotant et en grinçant, le train des équipages du *nouveau roman*. A une littérature qui avait un peu perdu la tête, il apporte dans ses caissons une provision d'idées, à une littérature qui n'en faisait qu'à sa tête, des règles et des principes. Le *nouveau roman*, conçu et élaboré par des professeurs et des ingénieurs, s'inspire d'une philosophie et se recommande par une technique. C'est un roman qui pense et qui se pense.

## LE ROMAN A LA RECHERCHE DE LUI-MEME

Au commencement, était le Verbe... Il commence par se penser. Avant d'écrire des romans, M. Robbe-Grillet a formulé un art romanesque et, depuis, il essaye de concilier celui-ci et ceux-là. Dans un important article de la N.R.F. (2), M. Robbe-Grillet a écrit : « A la place d'un univers de significations psychologiques, sociales et fonctionnelles, il faudrait essayer de construire un monde plus solide, plus immédiat. Que ce soit d'abord par leur présence que les objets et les gestes s'imposent. » Ainsi, M. Robbe-Grillet voulait-il substituer au roman subjectif dont l'homme est le centre, un roman objectif où l'homme, s'il n'est pas tout à fait de trop, est tenu à l'écart et se trouve réduit à contempler le spectacle du monde, des coulisses où on l'a relégué, par un petit trou dans un rideau. Mais, par ce petit trou qui n'est pas celui du souffleur, mais du *voyeur*, s'engouffre le regard de l'homme. Et ce regard, que M. Robbe-Grillet le veuille ou non, n'est jamais indifférent au monde. Un roman comme *La Jalousie* (1) où l'on ne voit guère, au premier plan, que des fauteuils sur une terrasse, des couverts sur une table, des pieds et des mains qui se rapprochent et s'éloignent est saisi et littéralement habité par lui.

Il y a donc assez loin, chez M. Robbe-Grillet, de la théorie à l'application de la théorie. Dira-t-on pourtant que le critique en lui gêne le romancier et que *Le Labyrinthe* où l'univers subjectif du rêveur est substitué à l'univers objectif du voyeur, ouvre, dans le monde épais des choses, une faille

par laquelle l'humain est réintroduit ? Ce serait ne pas voir que les personnages de M. Robbe-Grillet ne sont, dans ce roman, que des mannequins, des automates. Le soldat qui y est décrit avec ses « paupières grises, baissées », n'est-il pas, dès la première ligne, le cadavre qu'il sera à la dernière ? Produit d'un rêve ou d'un délire, vapeur d'un cerveau anesthésié, il est incorporé à la matière dans laquelle il finit par se dissoudre en une émanation gazeuse. Chez M. Robbe-Grillet, il y a un parti pris des choses, un mécanisme matérialiste où l'homme lui-même est impliqué. Visiblement, les romans de cet ingénieur qui s'applique à construire, par la littérature, cette « cité moderne des intelligences », qui, selon Descartes, déjà, devait être « toute géométrique et tirée au cordeau », procèdent toujours, même s'ils semblent contredire un certain à-priorisme théorique, d'une réflexion sur eux-mêmes.

Il en va pareillement chez M. Butor pour qui la recherche romanesque, l'enquête romanesque constituent l'objet même du roman. « Je rampe vers la mémoire », écrit M. Butor, dans *L'Emploi du Temps* (1) qui trace à travers une ville-labyrinthe un long chemin d'écriture pour retrouver le fil coupé d'une existence. Et je ne puis mieux faire que de citer ici M. Jean Pouillon qui, dans un article des *Temps Modernes* (3) remarquait : « Le narrateur de *L'Emploi du Temps* est bien le romancier lui-même qui cherche à comprendre son expérience. Pour y parvenir, il dit ce qu'il a fait, ce qu'il a vécu, il rapporte ses faits et ses gestes. Mais, en premier lieu, il dit ce que d'ordinaire on tait, à savoir que, tout cela, il l'écrit, et que les premières difficultés qu'il rencontre sont précisément des difficultés d'écriture ». Pour M. Butor, plus véritable écrivain que M. Robbe-Grillet, le langage est, en effet, un principe d'organisation, bien plus, il est la matrice du roman. « Des formes nouvelles, écrit celui-ci, révéleront des idées nouvelles ». Parti de *Dédalus* — dans *L'Emploi du Temps*, Bleston, capitale magique, centre sacré de l'humanité, nébuleuse-mère au sein de laquelle était récapitulée l'histoire du monde, ressemblait beaucoup au Dublin de Joyce — M. Butor n'a pas suivi son maître sur la route qui le conduisit à *Finegan's wake* et, par la désagrégation du temps, jusqu'à l'atomisation du mot. C'est que le roman de M. Butor, s'il se cherche, se trouve et s'articule dans un rythme où il respire.

Rien de tel chez M. Samuel Beckett, autre disciple de James Joyce. Le roman de Beckett se cherche, mais se perd et finit, comme Catoblepas, par se dévorer. Le langage, clé de voûte de l'architecture butorienne, n'est plus, dans cette œuvre, que parole folle, râle de l'agonie. Beckett parle, parle pour se donner du courage comme un enfant qui a peur dans un couloir obscur. Et ce couloir, chez lui, est un souterrain, le *vestibule* des limbes. Il débouche sur la fosse commune et, peut-être, revient à la matrice maternelle. Avalant

Alain Robbe-Grillet.

Nathalie Sarraute.

Michel Butor.

*Les Trois Grands du nouveau roman.*

sa langue dans un bredouillement de glaires, Beckett réduit la littérature à une sorte de ventriloquie intestinale. Autant se taire. A la fin de sa vie, Jules Renard qui avait cherché la vérité à la limite du silence et de la transparence et qui savait que toute littérature est « opacité et mensonge », n'écrivait-il pas triomphalement dans son *Journal* : « Je sais presque me taire » ? Et Virginie Woolf n'avait-elle pas envoyé un jour à l'une de ses amies un volume aux pages entièrement blanches, avec cette simple mention : « Voici mon meilleur livre. » Mais M. Jean Cayrol fait dire à l'un des personnages de l'œuvre la plus bavarde de ce temps : « Si je me tais, je suis foutu ». On peut toujours, alors, crier comme Antonin Artaud, ou faire du commerce comme Rimbaud ou écrire l'histoire d'un roi comme Racine.

### LA FIN DE L'HOMME

Il y a eu, jadis, avec les Goncourt, un style *artiste*. Il y a de nos jours un style *agrégé*. La République des lettres est devenue celle des professeurs, l'agrégation y tient lieu d'inspiration. Aussi bien, le *nouveau roman* est-il un roman philosophique, un roman pensant. « Toute technique, selon Sartre, renvoie à une métaphysique ». La philosophie du *nouveau roman*, c'est proprement, la phénoménologie ; Michel Butor a même pu écrire que « le roman est le domaine phénoménologique par excellence, le lieu où étudier de quelle façon apparaît la réalité (4), ajoutant que « le roman est le laboratoire du récit » et fondant, par là, dans un même creuset, mode et objet, de la connaissance. Le *nouveau roman* est descriptif, nominaliste. En décrivant le monde, en le nommant, il l'explique. Si l'explication est embrouillée, c'est que le monde moderne n'est plus, comme au XVIII<sup>e</sup> siècle, avant le déluge, le *meilleur des mondes possibles*. A chacun, son monde ! Autour de tout homme aujourd'hui, gravite un univers qui lui est propre et que sa conscience tire à chaque instant du néant. Il n'y a plus une réalité, il y a une infinité de réalités, comme il y a une infinité de soleils. L'espace et le temps ont cessé de constituer les dimensions confortables d'un système clos prématurément par Copernic sur lui-même. Le *nouveau roman* qui s'installe, en dehors d'eux, dans une éternité neutre, rend compte, encore plus que de la crise de l'homme, de la crise de la réalité. Et ainsi, il vulgarise quelques-unes des idées ou opinions de notre temps. Dira-t-on que le roman, en France, a toujours assumé

cette fonction, que la phénoménologie est pour Robbe-Grillet ce que le sensualisme fut pour Stendhal, le scientisme pour Zola, la sociologie et la biologie pour Bourget ? Peut-être. Mais, tout de même, on n'ira pas jusqu'à écrire que le roman de Bourget est un roman biologique. La biologie, certaines sciences alors à la mode et maintenant complètement oubliées fournissent à l'auteur du *Disciple*, le prétexte d'un décor, l'occasion d'une thèse. Elles ne lui fournissent pas comme à Robbe-Grillet sa vision du monde.

C'est que le roman moderne est d'abord l'expression d'une humanité en crise, voire d'une humanité en liquidation. L'humanisme est aujourd'hui dépassé et l'on n'a pas prêté une attention suffisante au sur-humanisme que recelait *Les Racines du Ciel* de M. Romain Gary (5). L'homme du XX<sup>e</sup> siècle étant condamné à disparaître, M. Gary, fortement inspiré par le Père Teilhard, songeait au lancement futur d'un nouveau prototype humain, pour lequel certaines valeurs sélectionnées devaient dès à présent être mises en réserve.

La fin de l'homme est suffisamment annoncée par la littérature depuis cinquante ans. Si le personnage principal de *La Jalousie* n'est plus qu'un *creux*, un *blanc*, il y a longtemps que toute une école s'est employée à dépersonnaliser le roman. D'abord, le héros, narrateur anonyme d'une histoire, a dit « je » et il s'est confondu avec le romancier : il était *n'importe qui*. Chez Kafka, « je » devient « il », mais se trouve réduit à une lettre de l'alphabet : il s'appelle K. De même, chez Joyce. L'homme ainsi est vidé de tout contenu particulier. Il n'est plus que l'occasion d'une expérience. Au moment où l'Etat le considère comme un numéro matricule, la littérature l'envisage comme une initiale. Dans *L'Etranger*, Camus objective le sujet ; « il est, a dit M. Blanchot, par rapport à lui-même comme si un autre le voyait et parlait de lui. » Existentialistes aussi bien que marxistes reconnaissent dans le sujet son propre sujet. Seulement, il arrive un moment où le sujet objectivé se fond dans l'objet, où l'objet efface et annule le sujet. L'homme est alors expulsé du monde, selon le vœu de M. Robbe-Grillet ; ou bien, il est absorbé dans la matière, il s'enkyste en elle, il n'est plus, dans le tissu des choses, qu'une tumeur. Et la conscience humaine considérée comme un simple reflet de la conscience collective devient la conscience même de la matière.

Mais la matière ne se pense pas, à peine se sent-elle. Chez Mme Nathalie Sarraute (6), c'est un plasma agité fai-

blement de « mouvements subtils, fugitifs, contradictoires, évanescents ». S'il y a encore des hommes et des femmes dans cette œuvre poussée comme un champignon dans le souterrain dostoïevskien, ce ne sont que des ombres. Elles se cherchent à tâtons, se rencontrent parfois, se heurtent, se contractent et se rétractent aussitôt. On croirait contempler, dans un microscope, à travers un fragment de tissu sanguin, un ballet d'hématis et de leucocytes. L'esthétique romanesque de Mme Sarraute relève de l'histologie.

Encore ces ombres vivent-elles, au moins par transparence ; elles conservent, à la limite indécise de l'instinct, une individualité. Dans un roman récent de M. Bernard Pingaud, *Le Prisonnier* (7), toute individualité disparaît. Celle du héros, ou, pour parler comme Dostoïevsky, de l'*anti-héros* est dissoute dans un bain acide d'intelligence. Ainsi, dans cette œuvre où c'est la tête qui pourrit la première et où il apparaît que l'hypersubjectivisme peut détruire aussi radicalement l'homme que le matérialisme ne le nie, a-t-on assisté à la mort, par élimination, du sujet. Mais, à la dissolution de l'homme, correspond, chez M. Pingaud, la pulvérisation de l'univers. Passés au crible de l'interprétation la plus ténue, les faits, dans *Le Prisonnier*, sont réduits en poudre. Et le lecteur de ce roman avance dans un nuage de cendres, à travers un terrain vague qui est le décor même du lendemain de la fin du monde. L'absence de l'homme y est liée à l'évanouissement des choses. Faute d'être saisies et élucidées dans un regard humain, celles-ci, en effet, se diluent dans le magma originel. M. Pingaud, après avoir banni l'homme du monde, peut alors rêver d'une nature vierge, d'une nature morte dont la stérilité garantirait la pureté.

Il a fait place nette pour M. Robbe-Grillet et ses pompes funèbres. Mais, déjà, sur cette terre cadavéreuse, sur cette lune où la trace de l'homme est effacée et où les choses devenues inutiles ont retrouvé leur gratuité, leur incongruité premières, la vie germe. Derrière Robbe-Grillet, se profile M. Claude Simon. Attentif aux plus infimes tressaillements, aux plus humbles bourgonnements de l'existence, il fait souffler *Le Vent* (1), il fait pousser *L'Herbe* (1). Avec lui, peut-être, une nouvelle *Genèse* commence.

### UN NOUVEAU CLASSISSIME ?

Où va le *nouveau roman* ? Est-ce vers cette aube du monde ? S'enfoncé-t-il, au contraire, dans la nuit dernière ? Mais il serait plus opportun de se demander d'où il vient. Pour le moment, c'est un chantier. Cocteau comparait le cubisme à un échafaudage. Le *nouveau roman* qui s'attache à décrire les surfaces, les structures et les volumes des objets au détriment de leurs substances, est un cubisme littéraire, un *jeu de construction*. Or Julien Green note dans son *Journal* que le cubisme ce n'est pas de la peinture, c'est un moyen de peindre. Et le *nouveau roman* serait ainsi un moyen d'écrire, une *préparation*, une technique. Sous cet échafaudage critique, on découvre, malgré le ravalement opéré par Joyce, Kafka, Faulkner et quelques fioritures empruntées au cinéma muet de 1925, une façade bien un peu désuète qui est celle du naturalisme. Le *nouveau roman* est-il donc simplement un naturalisme restauré ? A vrai dire, c'est bien Flaubert qui est l'ancêtre du roman a-personnel de M. Robbe-Grillet. « Absorbons l'objectif », s'exclamait ce glouton. Il n'est pas jusqu'au ton de *Bouvard et*

*Pécuchet*, cette manière un peu scolaire d'épeler, en ânonnant, un article de dictionnaire ou un catalogue de grands magasins, que l'on retrouve dans certaines pages de M. Robbe-Grillet. Seulement, *Bouvard et Pécuchet*, c'est le *Don Quichotte* du naturalisme, une épopée qui se moque d'elle-même, une épopée burlesque. Et M. Robbe-Grillet, s'il est le Boileau du *nouveau roman*, ne me paraît guère doué, faute de savoir rire, pour écrire *Le Lutin*. La veine satirique et parodique de *Bouvard* qui court à travers Céard et Hennique, qui inspirait à Hennique, dans *Benjamin Rozes*, l'histoire d'un ver solitaire, déboucherait plutôt du côté de M. Robert Pinget. Celui-ci, dans *Le Fiston* (1) a peut-être écrit le meilleur des *anti-romans*, si, du moins, l'on veut bien admettre que l'*anti-roman*, terme vulgarisé par une certaine critique, ne met pas le roman en question, mais le tourne en dérision. N'est-ce pas d'ailleurs Sorel qui, parodiant *Astrée* dans *Le Berger extravagant*, a inventé le mot ?

Il n'y a pas d'avenir pour le *nouveau roman* dans cette contestation morose de lui-même. Il n'y en aurait pas davantage pour lui, dans la mesure où on l'envisagerait seulement, chez Robbe-Grillet ou chez Nathalie Sarraute, comme le dernier terme d'une évolution, par les voies différentes mais concordantes du matérialisme et du subjectivisme, vers la mort du sujet. Peut-être, pourtant, le roman de Beckett ouvre-t-il une voie dans la nuit, celle du retour aux entrailles maternelles pour une nouvelle gestation, une nouvelle naissance de l'homme ? Qui parle dans cette œuvre ? Est-ce seulement un être ? Il n'est pas nommé, il n'est ni né ni mort, il n'a ni commencement, ni fin. Si, pour Beckett, *le Moi*, aussi, *est haïssable*, dira-t-on que cet auteur est *classique*. Alors, il faudrait écrire qu'il est en-deçà du classicisme, qu'il prépare, dans l'informulation et l'indétermination de ce que M. Blanchot appellerait la non-littérature, un classicisme où ce seraient les réactions les plus élémentaires, les plus animales de l'homme qui sauvegarderaient et garantiraient l'Universel. Mais le langage, sacrifié à une parole, simple rumeur viscérale, ferait les frais de cette opération.

Or, il me semble que si le *nouveau roman* peut fonder enfin ce classicisme que le XX<sup>e</sup> siècle attend en vain, ce n'est que sur le langage. A cet égard, le formalisme de M. Butor est sans doute seul susceptible de promouvoir aujourd'hui des valeurs romanesques nouvelles. Et quand l'auteur de *La Modification* écrit que le roman doit évoluer vers une *poésie épique et didactique*, on espère bien qu'il sera notre Lucrèce. Tout de même, on ne peut s'empêcher de trembler que le didactisme, dans cette œuvre, ne vienne un jour à l'emporter sur l'épopée, que le professeur, dans cet auteur, ne finisse par se montrer un peu trop sous le poète. Car, c'est chez lui, n'en doutons pas, que le *nouveau roman* peut hésiter le plus tragiquement entre la récitation et l'incantation, se perdre ou se sauver.

Philippe SENART.

(1) Editions de Minuit.

(2) *Une voie pour le roman futur* (Juillet 1956 - N.R.F.).

(3) *Temps Modernes* (avril 1957).

(4) *Les Cahiers du Sud* (avril 1956).

(5) Editions Gallimard.

(6) *Tropismes* (Ed. de Minuit) ; *Le Planétarium* (Ed. Gallimard).

(7) *La Table ronde*.

## Un numéro spécial d'« Esprit » sur la Démocratie

(N° 9 Septembre)

« La démocratie est une idée neuve » : je connais des gens que ce titre sur la couverture d'*Esprit* a irrités et qui ne sont pas allés plus loin. Il fallait s'attendre à ce réflexe du démocrate sincère : — « Idée neuve ? Pour vous peut-être, esprits toujours présomptueux ». En fait il y a moins d'assurance intellectuelle dans les textes que dans ce postulat de départ qui eût mieux été formulé ainsi : la démocratie est une idée inusable. Cent vingt-six pages consciencieuses et souvent remarquables ne l'ont pas usée. Ce n'est pas minimiser l'effort de J.-M. Domenach que de dire que sa grande enquête nous apporte quelques petites lucurs. Un tel numéro aurait pu, après tout, enrichir la littérature démocratique sans pour autant faire avancer le problème. Mais plusieurs répétitions, pures coïncidences de pensée, nous ont frappé ici et là : il y avait donc des points d'accord entre ces hommes qui ne s'étaient évidemment pas concertés pour répondre à un questionnaire.

La démocratie, c'est davantage de participation, davantage de décentralisation et davantage d'information : si les conclusions de cette vaste étude se bornaient à cela, ce serait déjà un beau résultat.

*Davantage de participation*, mais au sens actif : « Que les différentes organisations représentant les citoyens soient associées au maximum à l'élaboration des décisions, aux travaux de recherches », demande Marcel Faure, directeur de la revue *Paysans*. « Les syndicats, en ce qui concerne le pouvoir économique, les partis en ce qui concerne le pouvoir politique », précise J.-W. Lapierre. « Sinon, c'est le régime des spécialistes, la dictature de la technocratie », nous prévient Guy Thorel. D'ailleurs, la crise de la IV<sup>e</sup> République est venue en partie parce que les Français ne se sentaient jamais coresponsables de l'Etat », écrit Georges Suffert, qui ajoute : « Il n'y a pas de démocratie sans participation, et c'est exactement là que le drame s'est noué. »

*Davantage de décentralisation* : c'est un corollaire de la règle précédente. « La constitution de communes ayant

les plus larges pouvoirs locaux, avec des parlements régionaux » demande Jean Rous, et c'est là l'aspect le plus original, le plus inattendu de cette enquête sur la démocratie qui fait parler les Jacobins comme de purs Girondins. « En premier lieu vient la nécessité de démanteler l'administration centralisée et unitaire et de développer l'administration et le gouvernement locaux », écrit Nicholas Wahl. En effet, précise Marcel Faure : « Toutes les structures de la vie politique, y compris les partis, sont en fait prisonniers du système autoritaire et centralisé de la démocratie française. » Edouard Depreux va jusqu'au bout de cette idée : « Faute de décentralisation, l'alternative qu'on propose à un parlementarisme à bout de souffle, c'est trop souvent le pouvoir personnel, voire la dictature plus ou moins avouée. » A cette illustration du pouvoir décentralisé, Charles Brindillac apporte le témoignage de l'expérience américaine : « Le gouvernement local... crée une attitude pragmatique des citoyens devant la politique. » Entre nombre d'observations pénétrantes, citons aussi celle-là : « Les groupes antagonistes sont obligés de passer des compromis à la base. Ils ne peuvent pas se décharger sur de lointains émissaires du soin de négocier, c'est-à-dire de trahir. »

*Davantage d'information*, enfin : c'est encore un aspect de la participation. « Il est essentiel de lutter contre vents et marées pour que soit restauré l'élément principal (et presque spécifique) de la démocratie : cet élément c'est la vérité, c'est l'information. Aucune démocratie n'est possible dans le mensonge », écrit Pierre Mendès-France, qui fait ailleurs cette réflexion importante : « Sur la guerre d'Indochine, la politique en Afrique du Nord et sur toutes les grandes erreurs commises depuis la Libération, le peuple, correctement informé, en aurait mieux jugé. » Sur ce point il n'est pas éloigné d'Etienne Borne : « Deux choses me paraissent essentielles : un Etat limité dans son pouvoir, mais respecté et exerçant un rôle d'arbitre, indispensable dans une société pluraliste, et surtout l'éducation civique, démocratique, spirituelle par l'école, le livre, la

presse écrite et parlée. » Education, encore une clef de la démocratie qui « commence à la famille, à l'école », note J.-M. Domenach. « Les Français apprendront la démocratie à l'école... » dit aussi G. Suffert.

Mais, au fait, s'apprend-elle vraiment dans une classe, cette notion dont on nous dit aussi qu'elle est un état de l'âme ? « La démocratie a la pesanteur de la condition humaine, elle est le régime qui joue le jeu de l'homme : fondée sur sa liberté, elle le renvoie à sa liberté », écrit J.-M. Domenach. C'est une foi : « L'un des moyens majeurs du renouveau de la démocratie française, affirme Etienne Borne, est l'intransigeance de la foi démocratique chez les démocrates. » C'est une perpétuelle aspiration : « Un démocrate... est un homme qui sait que si l'on cesse d'agir pour un régime plus démocratique, la corruption des pouvoirs qui ne cesse jamais d'agir, aura tôt fait d'installer un régime plus tyrannique. » Cette formule remarquable est de J.-W. Lapierre.

On voudrait revenir sur les pénétrantes « Définitions » de J.-M. Domenach et sur l'étude de François Borella qui pose cette question essentielle : « Comment la démocratie peut-elle devenir un pouvoir, sans cesser d'être un contrôle ? » C'est la question du jour, celle à laquelle Pierre Viansson-Ponté tente de répondre dans une brillante analyse du « régime insaisissable » dont on ne peut que conseiller la lecture.

François FONTAINE.

## Méthodes de la science politique

par Maurice DUVERGER.

L'ouvrage de M. Duverger est en France un commencement. Un commencement utile. En effet, quand on parcourt l'impressionnante bibliographie analysée par l'auteur, il faut avouer bien humblement que si la recherche a été par exemple extrêmement diversifiée et approfondie aux Etats-Unis, elle en est au stade du

balbutiement en France. Nous avons analysé dans ces colonnes l'ouvrage de M. Jean Meynaud, « Introduction à la Science Politique ». Le livre de M. Duverger doit être accueilli avec la même faveur, car les travaux de MM. Meynaud et Duverger, loin de faire double emploi, se complètent.

L'éditorialiste et polémiste du *Monde* traite exclusivement, comme l'indique clairement le titre de l'ouvrage, des méthodes de la Science Politique.

Ce livre marque-t-il la fin d'une période dans la vie de la Science Politique en France ? Il se pourrait. Après les querelles, parfois byzantines, souvent stériles, sur la définition de cette science, puis sur son contenu allant, selon les auteurs, du tout au rien, il fallait bien un jour dépasser ce « seuil » où la querelle entre auteurs, professeurs et chercheurs semblait être l'essentiel de la réflexion.

« L'idée d'aborder la Science Politique par le biais des méthodes a suscité beaucoup d'oppositions. Cette voie est aride, bien sûr, et escarpée. Mais elle seule permet d'échapper à l'enlisement dans les marais des généralités et du bla-bla-bla où risquait de glisser la nouvelle discipline », écrit avec pertinence M. Duverger dans son introduction. Il était en effet capital pour les étudiants, les chercheurs, voire pour certains hommes politiques, qu'un catalogue rationnel des méthodes propres à saisir, analyser, synthétiser la matière politique, fut dressé. Or c'est précisément l'objet de ce volume.

Dans une introduction, l'auteur défi-

nit la notion de Science Politique telle qu'il la conçoit. Pour M. Duverger, la Science Politique est la science du pouvoir, sous toutes ses formes. Comme hypothèse de travail, c'est là une conception simple, large, permettant les plus fructueuses investigations non seulement sur le pouvoir étatique mais aussi en matière internationale, dans les groupes de pression, les partis politiques, les corps intermédiaires, les « lobbies », etc. Cette définition a le mérite de recouvrir la vaste matière qui correspond dans l'esprit des citoyens à la « politique », sans exclure cependant des études sur la psychologie des hommes politiques, l'élaboration souvent complexe des décisions d'autorité, la recherche historique voire ethnologique, etc.

L'ouvrage est divisé en trois parties. Dans la première — l'« observation documentaire » — sont recensées toutes les sources de documentation : archives publiques et privées, documents officiels, presse, annuaires, œuvres littéraires... L'auteur ensuite étudie les différentes méthodes d'analyse de cette documentation.

Une seconde partie est consacrée à l'« observation directe ». Le chapitre réservé aux sondages est lumineux. Le tour de la question est fait. Il en ressort, et le sérieux de ces procédés — quand le souci scientifique domine — et les limites de ces moyens de connaissance de l'opinion publique. L'auteur classe sous la rubrique « observation intensive », les interviews, les tests dont l'utilisation en science politique paraît limitée, et ce qu'il nomme l'« observation-participation ». Cette

dernière méthode peut être très riche puisque le chercheur est intégré à la vie politique et voit du dedans les phénomènes qu'il se propose d'analyser. En ce qui concerne l'expérimentation, les limites sont vite atteintes ; on conçoit en effet difficilement en politique des vérifications expérimentales sinon à un stade très rudimentaire et ne prouvant rien, les événements politiques étant particulièrement complexes et ne se prêtant pas à la reconstitution.

Enfin, dans une troisième partie, M. Duverger détaille minutieusement les différentes méthodes de comparaisons et de systématisations : classiques, mathématiques, graphiques, cette dernière méthode étant la plus parlante, mais souvent trompeuse. Grâce à la systématisation on peut trouver des hypothèses de travail, des lois sociologiques — ou tout au moins des tendances — enfin des cosmogonies, c'est-à-dire des théories générales, globales des phénomènes politiques. Il faut bien dire qu'en ce domaine seule la cosmogonie marxiste, malgré ses erreurs, présente un aspect frappant de cohérence. Aussi l'auteur rejette-t-il avec raison la balle aux hommes politiques. Car face à la construction marxiste, il est nécessaire d'élaborer d'autres cosmogonies basées sur des croyances, des intuitions, ou sur l'espoir. A partir de cette vision synthétique de l'évolution politique, les chercheurs inséreront leurs travaux dans un cadre précieux et suivant un fil directeur indispensable à une étude fructueuse de la vie politique.

François GARCIA.

(1) P.U.F. Coll. Themis.



# Contradictions du *Marxisme*

par Etienne BORNE

**L**E marxisme est donc en son fond philosophique une lecture athée de Hegel. Le matérialisme historique ne procède pas d'une enquête sociologique, positive et scientifique : la théorie de la lutte de classes projetée dans la prose de l'histoire le thème poétique de l'antagonisme universel entre le maître et l'esclave. Le matérialisme proprement dit de Marx n'est pas sorti d'une réflexion sur les sciences de la nature, il n'a rien de positif ni de positiviste, il n'est que le nom grossièrement polémique donné à un athéisme de substance hégélienne. Car la matière des marxistes n'est nullement la matière que la physique moderne a dépouillé d'âme et de pouvoirs secrets ; elle n'est pas davantage (quelle inattention au message de Prométhée) l'objet et le moyen du travail humain ; elle se confond avec l'être universel, le réel, le donné qui est si l'on peut dire son propre donnant, possède en lui-même la cause de son existence et de tous ses changements, puisque selon la leçon de Hegel, rien ne se meut dans la nature comme dans l'histoire que par la vertu de la contradiction qui oppose chaque chose à elle-même. L'identification de l'être avec cette matière ne signifie rien d'autre qu'un immanentisme intégral exclusif de la transcendance. L'être est athée ou l'être est matière, formules rigoureusement équivalentes. Ce matérialisme s'appelle à bon droit dialectique. Cette clef de l'univers Marx l'a prise, comme les autres, dans la poche de Hegel.

**L**A construction dépend trop du sublime hégélien pour n'être pas grandiose, mais souffre de quelques inconséquences. Même s'il mutilé l'homme en identifiant son être à l'acte laborieux, Marx a admirablement vu que, tout enraciné qu'il soit dans la nature, l'homme la dépasse par le travail en la réduisant au rang d'objet et en faisant éclater l'évidence de sa propre liberté. Il y a une preuve prométhéenne de l'émergence ou de la transcendance de l'homme qui est en même temps une suffisante réfutation du matérialisme dialectique, car celui-ci revient à l'image préscientifique et préchrétienne d'un monde comme grand vivant ou animal divin, comme force éternelle ayant en elle-même le principe de ses métamorphoses et dont l'homme alors ne sera que l'effet et le reflet. La théorie prométhéenne du travail est un humanisme, parce qu'elle dis-

tingue et oppose la liberté spirituelle et la chose. Le matérialisme dialectique est un naturalisme parce que disciple des vieux syncrétismes confucianistes, il mêle l'esprit et les choses. Entre les deux, il faut choisir.

**L**A critique de la religion, dit Marx, aboutit à cette doctrine que l'homme est pour l'homme l'être suprême. Mais l'homme total qui grandit avec l'histoire et lui donne sens n'est pas celui qui passe si vite et subit l'histoire en cherchant le sens. Avatar de l'absolu hégélien, ses origines le tiennent. L'athéisme alors devient panthéisme. Et ce Dieu n'est pas incapable de réduire en servitude ceux qui bon gré mal gré sont les moments de son devenir et les moyens de son avènement final. L'homme, qui fait de l'humanité à réaliser l'être suprême, pourrait s'être donné un maître plus dur que les maîtres de l'histoire et c'est l'histoire elle-même. Pas plus que le matérialisme dialectique, le matérialisme historique n'est un humanisme parce que ne permettant pas l'émergence et ne fondant pas la valeur de l'homme comme personne libre, il en fait l'esclave d'un mythe ou d'une abstraction.

**M**ARX, comme Nietzsche, son frère ennemi, est tributaire de cette paganisation du christianisme dont Hegel a donné l'inégalable et redoutable exemple. Le retour éternel et le surhomme, les dialectiques du progrès et le Prométhée libérateur font deux univers qui sont l'un pour l'autre défi, provocation, scandale, et cependant dans l'un et dans l'autre peuvent assez aisément se lire moins une négation radicale qu'une transposition païenne du christianisme. Retour éternel ou progrès invincible de l'histoire, c'est Dieu descendu dans le temps, confondu avec le temps et donnant à toutes choses consistance et signification. Le surhomme et le Prométhée libérateur, c'est le sauveur désigné par l'inspiration de la terre ou la poussée de l'histoire pour affranchir l'homme d'une certaine extrémité de malheur, qu'on appelle nihilisme ou aliénation. Le Dieu des chrétiens pour Nietzsche comme pour Marx n'est qu'un rêve d'esclave faisant religion de sa servitude, mais leur athéisme n'a supprimé ni Dieu ni le salut puisqu'il oppose un Dieu à Dieu et un salut au salut.